



Nicolas Cunfer

● HISTOIRE : 14-18

La Grande Guerre et le siècle

Pour comprendre la Deuxième Guerre mondiale.

A l'occasion du 90^e anniversaire du début de la guerre de 14 et de la sortie du livre « Le Chemin des Dames - de l'événement à la mémoire », une journée alternera débats, film, chansons. **Samedi 20 novembre, espace Renaudie.** (P. 16)

AUBERMENSUEL SPECIAL

Magazine municipal d'informations locales



Supplément au n° 144, novembre 2004 ● 0,60 €

HOMMAGE ● SOIXANTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA LIBÉRATION

www.aubervilliers.fr

La Résistance d'Aubervilliers

Samedi 27 novembre trois voies de notre commune seront baptisées des noms de trois grands résistants, Charles Tillon, Henri Manigart et Henri Rol-Tanguy. Une soirée d'évocation dédiée à la Résistance et aux combattants d'Aubervilliers aura lieu au Théâtre de la Commune, **lundi 29 novembre.** (P. 8 et 9)



Cédit Photo : Archives municipales



Cédit Photo : Hermet



Cédit Photo : D.R.

● RÉCITS

● La vie quotidienne sous l'occupation

(Pages 2 à 5)



Cédit Photo : Miller

● La Résistance

(Pages 6-7 et 10-11)



Cédit Photo : Hermet

● La Libération

(Pages 12 à 15)



Cédit Photo : Archives municipales



Cédit Photo : Jacques Desgrigny



Cédit Photo : Société Photoaire



Cédit Photo : Eliane Cléver



Cédit Photo : Claude Fath



La vie quotidienne de 1939 à 1944

De la déclaration de guerre en 1939 à l'invasion allemande du 10 mai 1940, les Français n'ont pas été préparés aux dramatiques événements qui les attendent. Après « la drôle de guerre », qualifiée ainsi parce qu'en apparence il ne se passait rien, l'invasion est fulgurante et le réveil brutal.

Comme ailleurs en France, les Albertvillariens sont abasourdis. La peur est alimentée par les rumeurs les plus incroyables. « Ils seront là demain ! » : la phrase se répand comme une traînée de poudre, renvoyant aux souvenirs d'une autre guerre pas si lointaine. « C'était une pagaille indescriptible... Certains disaient que les boches coupaient la main droite des jeunes... Les gens étaient pris de panique », se souvient une habitante. Par centaines, ils se jettent sur les routes de l'exode tandis que d'autres, la grande majorité, attendent, anxieux.

A 4 heures du matin le 14 juin, l'armée allemande entre dans Aubervilliers.

Dans ce contexte, l'armistice signé le 22 juin 1940 est ressenti comme « un soulagement » par certains, « une honte » pour d'autres, mais en tout cas comme la fin d'un cauchemar pour une population exténuée par cinq semaines d'incertitude.

La pénurie s'installe

Peu à peu, on découvre que la défaite et les conditions imposées par les Allemands s'avèrent redoutables pour la vie de tous les jours, et qu'il faut apprendre à vivre autrement. En effet, les réquisitions de l'occupant entraînent une pénurie dans tous les domaines.

Dès l'été 1940, l'Etat intervient de façon autoritaire pour organiser la distribution des denrées alimentaires. A Aubervilliers, le chef de la délégation spéciale nommé par le régime de Vichy fait apposer des affiches dans toute la ville pour limiter la consommation de viande, « les boucheries doivent être fermées le lundi, le mardi et le mercredi ; les charcuteries le lundi et le mardi... ». L'interdiction s'étend aux restaurants et aux cantines scolaires de la ville.

Plus généralement, la population est divisée en catégories qui sont fonction de l'âge et de l'emploi occupé et qui donnent droit à une carte individuelle d'alimentation. Des lettres apparaissent comme de nouveaux codes : E, pour les enfants de moins de 3 ans et J, pour ceux de 3 à 12 ans ; le A s'applique aux adultes de 12 à 70 ans et le T à ceux qui effectuent des travaux pénibles...

En septembre 1940, la ration de base s'établit à 350 g de pain par jour, 250 g de pâtes et 50 g de riz par mois, 300 g de viande et 50 g de fromage par semaine, 200 g de matières grasses et 500 g de sucre par mois... Ce qui équivalait à 1 300 calories par jour contre 3 000 avant-guerre !

Mais tout cela c'est la théorie, car en pratique la situation ne cesse de se dégrader : le pain devient de plus en plus noir, la ration de viande diminue...

Les privations n'étaient pas pour tout le monde ! L'armée allemande réquisitionnait chevaux, mulets et ânes. Les bœufs étaient bien évidemment réservés pour améliorer l'ordinaire des troupes d'occupation.



Credit photo : Miller

VILLE D'AUBERVILLIERS

DÉFENSE PASSIVE

Camouflage des Lumières

La Prefecture de Police vient de me faire connaître que les Services de la Défense Passive sont décidés à sévir avec la plus grande rigueur si le camouflage complet des lumières n'est pas effectué sur toute l'étendue de la localité, du coucher au lever du soleil.

L'attention de la population est donc attirée, d'une façon toute particulière, sur la nécessité de se conformer aux instructions données à ce sujet, qui ont été portées à sa connaissance, à différentes reprises, dans les journaux et par voie d'affiches.

Des sanctions très sévères, (fermeture des établissements et emprisonnement) seront prises à l'égard des contrevenants, qui ne pourront, en aucun cas, recourir à l'intervention de la Délégation Spéciale pour atténuer la rigueur des peines encourues.

Aubervilliers, le 2 Décembre 1940.

Le Vice-Président de la Délégation Spéciale,
LOUIS PAGÈS.

1248 - Téléphone : 401141, 11, Avenue de la République - Aubervilliers

Credit photo : Archives municipales



Credit photo : Miller

Au matin du 14 juin, à 4 heures, l'armée allemande entre dans Aubervilliers



Les cartes individuelles d'alimentation sont fonction de l'âge et de l'emploi occupé. Ici une « carte T » pour ceux qui occupent des emplois pénibles.

Credit photo : Claude Frith

VILLE D'AUBERVILLIERS

RÉVISION DE CHEVAUX ET DE MULETS

par ORDONNANCE des Autorités d'Occupation

Le Service des Chevaux et Mulets de la Région de la Seine, de la Marne et de l'Aisne, a l'honneur de vous adresser ci-joint le questionnaire à remplir et à retourner à l'adresse ci-dessous, avant le 3 Mars 1944, à 9 heures 30.

SAINT-DENIS, Place de la Grande Caserne
le 3 Mars 1944, à 9 heures 30

Le Directeur du Service des Chevaux et Mulets de la Région de la Seine, de la Marne et de l'Aisne,
LOUIS PAGÈS.

1248 - Téléphone : 401141, 11, Avenue de la République - Aubervilliers

Credit photo : Archives municipales

Dès son arrivée, l'armée allemande prend possession de plusieurs entreprises. Ici l'usine Quervel, 35 rue du Port, qui produisait de l'huile moteur essentielle pour les camions, chars et autres engins de l'armée du III^e Reich.

Chronologie

1939

24 août : signature du pacte Germano-Soviétique
27 août : La presse communiste est interdite
1er septembre : Hitler déclare la guerre en envahissant la Pologne
26 septembre : Le PCF est mis hors la loi

1940

10 mai : L'Allemagne lance l'offensive contre la France
14 juin : L'armée allemande entre à Paris et à Aubervilliers
18 juin : A Londres, le général de Gaulle lance son appel
22 juin : Signature de l'Armistice
1er juillet : Le maréchal Pétain et son gouvernement s'installent à Vichy

1941

14 mai : Première rafle de Juifs étrangers à Paris
15 mai : Le PCF crée le Front national pour la liberté et l'indépendance de la France
22 juin : Le III^e Reich envahit l'URSS
21 août : attentat du colonel Fabien au métro Barbès contre un officier allemand
7 décembre : Après l'attaque de Pearl Harbor par le Japon, les Etats-Unis entrent en guerre

1942

2 janvier : Jean Moulin est parachuté en France
27 mars : Premier convoi de déportation
29 mai : Port obligatoire de l'étoile jaune pour les Juifs en zone occupée
16-17 juillet : 13 000 Juifs, dont 6 000 enfants, sont arrêtés par la police lors de la rafle du Vél d'hiv à Paris
8-9 novembre : Débarquement anglo-américain en Afrique du Nord

1943

30 janvier : Le gouvernement de Vichy crée la Milice française
2 février : L'armée allemande capitule à Stalingrad
16 février : Instauration du Service du travail obligatoire (STO)
27 mai : Jean Moulin réunit le Conseil national de la Résistance
3 juin : Fondation à Alger du Comité français de libération nationale
21 juin : Arrêté à Caluire et torturé par Klaus Barbie, Moulin meurt en juillet, sans avoir parlé
8 septembre : L'Italie capitule. La Corse sera bientôt libérée

1944

3 juin : Création du gouvernement provisoire de la République française
6 juin : Les Alliés débarquent en Normandie
10 juin : Massacre d'Oradour-sur-Glane (Vienne)
25 août : Paris se libère

On manque de tout

Dans cette vie quotidienne faite de privations, les habitants des villes souffrent davantage que ceux des campagnes. Et à Aubervilliers les familles ouvrières, les plus nombreuses, sont à la peine car la plus grande partie de leur budget est consacrée à la nourriture. Très vite, l'horizon quotidien devient le repas du soir ou celui du lendemain !

Les files d'attente qui s'allongent devant les boulangeries, les épicerie, les boucheries font désormais partie du paysage de guerre. Pendant des heures entières, elles deviennent le thermomètre de l'opinion publique et souvent la colère des ménagères gronde. « On commençait à faire la queue vers 6 h 30 le matin, avant l'ouverture, quelquefois inutilement car le marchand n'avait pas été livré ou bien il n'avait plus rien lorsque votre tour arrivait », se souvient une ancienne habitante du Landy. Les

produits qu'achètent les clients sont de qualité médiocre et en quantité limitée. Deux heures d'attente pour un morceau de fromage ! Quant aux « gâteries », elles demeurent exceptionnelles : « Du chocolat, ma fille n'en a jamais mangé pendant la guerre. Je le gardais pour le colis que j'envoyais à mon mari... » Car nombreux sont les hommes toujours prisonniers en Allemagne. Mais on ne manque pas seulement de nourriture, on manque de tout !

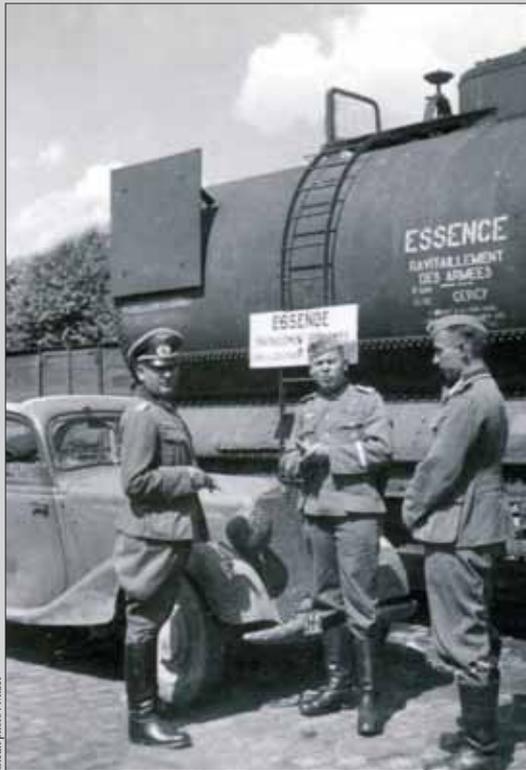
Dès l'automne 1940, le cuir fait l'objet d'une sévère réglementation car la France doit prioritairement fournir au Reich 6 millions de paires de chaussures sur les 9 millions qu'elle produit annuellement. Des bons d'achat sont institués par le gouvernement. A Aubervilliers, c'est au « service des chaussures », 13 rue Pasteur, que l'on doit déposer sa demande pour espérer en bénéficier.



Credit photo : Georgine Ulhoa

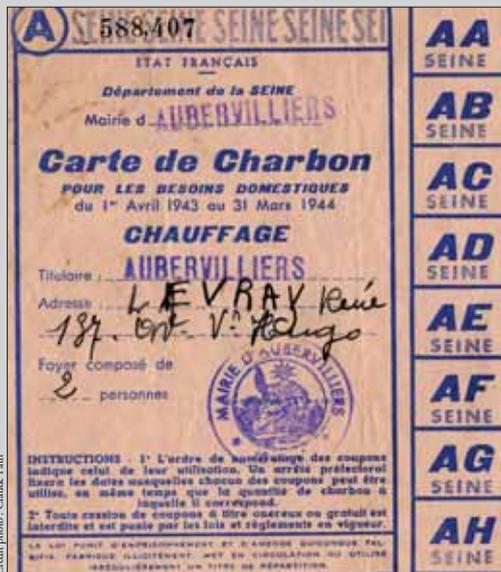
Rue de Saint-Denis il y avait une cokerie. L'usine fabriquant du coke destiné aux hauts-fourneaux de l'industrie allemande. Les femmes qui travaillaient là, au « tapis » ou au tri, venaient souvent du quartier de la petite Espagne.

L'essence est devenue une denrée rare. Tous les stocks existants vont approvisionner l'armée allemande. Les seuls véhicules à rouler avec ce carburant sont ceux de la Wehrmacht ou de la Gestapo et plus tard de la milice. Pas étonnant que la Résistance fit des dépôts d'essence un des principaux objectifs de lutte.



Credit photo : Claude Fath

Credit photo : Claude Fath



Le charbon, une denrée rare

A la même adresse, devenue aujourd'hui la Bourse du travail, on distribue les cartes à points qui permettront, selon un barème strict, d'acheter des articles textiles : une jupe en laine équivaut à 20 points, une veste pour femme à 50 ; mais le gouvernement, tout puissant en la matière, décide que dans un premier temps seulement 30 points seront honorés...

Tout est contingenté. Et pour endurer les hivers rigoureux de la guerre, c'est le charbon qui fait le plus défaut. On a froid dans les appartements et dans les classes d'école on garde manteaux et gants car les cartes de chauffage ne suffisent évidemment pas. Alors, du côté de La Villette ou de la Plaine Saint-Denis, nombreux sont les enfants qui longent les voies ferrées à la recherche de morceaux de charbon tombés des locomotives. Quelques-uns, plus téméraires et surpris dans leur maraudage par les soldats allemands, y perdront la vie.

D'autres tentent leur chance aux abords du canal Saint-Denis, où quelques péniches transitent avec leur précieux chargement de houille noire. Enfin, autour des cokeries, les gosses grattent la terre dans l'espoir de récupérer quelques briquettes de combustible.

Les files d'attente qui s'allongent devant les boutiques font désormais partie du paysage de guerre

Se chausser était un problème permanent. Il fallait d'abord faire une demande de Bons de chaussures, qu'elles soient d'usage, de fantaisie ou spéciales. Commençaient alors l'attente avant la délivrance d'un bon d'achat. La demande rejetée, il fallait attendre la prochaine répartition plusieurs mois. Tout cela se déroulait au Service des chaussures, 13 rue Pasteur, aujourd'hui bourse du travail.

Remerciements

AUBERMENSUEL
Supplément au n°144, novembre 2004
Edité par l'association Carrefour pour l'information et la communication à Aubervilliers, 7, rue Achille Domart, 93308 Aubervilliers Cedex. Tél. : 01 48 39 51 93
Télécopie : 01 48 39 52 43
aubermensuel@mairie-aubervilliers.fr
Directeur de la publication : Guy Dumélie
Coordination : Yves Paris
Textes de Patrick Laigre
Maquette revisitée: Astrid Chevallier
Numéro de commission paritaire : 73261
Dépôt légal : novembre 2004

Nos remerciements pour leurs témoignages et/ou leurs divers documents :
Famille Millet, familles Hermerel, Loiseau, et Neuveur, Claude Fath, Liliane Giner, Gisèle Fouché, Claudine Vally,

Jacques Dessain, la Société d'histoire et de la vie d'Aubervilliers, les archives municipales, André Bonetto, famille Laigre, Jean-Jacques Karman, Raymond Labois, Georgette Ulhoa, Elie Gonzalez, Gaston Malettras, Denis Ralite, Angèle Martinez, Nina et Raymonde Sanchez, Monsieur Dufour, Jacques Desgrigny, le Cica-video (Eric Garreau, Denis Ralite) auteurs du film « Les années semelles de bois » dont nous avons extrait nombre de témoignages.

Bibliographie et sources :
• La Résistance en Seine Saint-Denis 1940-1944, de Joël Clesse et Sylvie Zaidman Ed. Syros 1994.
• Résistantes et Résistants en Seine-Saint-Denis - Un nom, une rue, une histoire. De Monique Houssin. Les éditions de l'atelier.
• Ceux d'Aubervilliers à Châteaubriand, Jean-Jacques Karman.
• Pages d'Aubervilliers et Une ville est un livre où l'on écrit sa vie, Denis Fernandez-Recatala.

VILLE D'AUBERVILLIERS

CHAUSSURES

La Population est informée que les demandes de BONS DE CHAUSSURES doivent être déposées du

12 au 17 Juillet, 13, RUE PASTEUR

Le Maire, Louis PAGÈS, Adjoint.

Credit photo : Archives municipales

Des vélos immatriculés

Toute circulation avec des véhicules à moteur étant interdite aux particuliers ou strictement réglementée, la bicyclette connaît une vogue sans précédent. Tout se fait sur deux roues : les déplacements individuels, le transport

des marchandises, les taxis... Impossible de trouver un vélo à vendre : on les entretient comme on peut, on répare les pneus jusqu'à la corde, on les range chez soi pour éviter les vols. Les vélos sont désormais déclarés en préfecture et immatriculés.

Le vélo est vite devenu le seul moyen de se déplacer pour le plus grand nombre.

A droite, porte de La Villette à l'entrée d'Aubervilliers.



Credit photo: Raymond Labois



Credit photo: Miller

La mode joue du trompe l'œil

Dans les kiosques, les journaux proposent des solutions pour recycler les vieux vêtements : comment tailler dans un pardessus pour homme deux manteaux d'enfants, comment modifier un pantalon pour en faire une jupe... Dans le même esprit, on lance les semelles et les hauts talons de bois.

Et puis difficile en France d'abolir la coquetterie. Elle fut même parfois un signe de résistance, comme celui de s'habiller de bleu, de blanc et de rouge pour le 14 Juillet. Pour compenser l'absence de bas, des teintures vendues dans les bazars permettent aux femmes de les dessiner sur les jambes. Illusion garantie dans les quelques bals clandestins de la ville, que l'on s'indique de bouche à oreille et où la jeunesse vient danser au rythme d'un accordéon. « Il y avait très peu de monde, quinze à vingt personnes... Au premier sifflement des guetteurs, l'accordéon était planqué et on se retrouvait assis à table, à boire innocemment nos limonades. »

Cette vie précaire, incertaine va durer quatre ans. De longs mois qui marqueront les esprits et les corps de ceux qui l'ont vécue. Quand on les interroge, le manque, les restrictions alimentaires figurent souvent au premier plan dans la mémoire collective des Français de cette époque.

Système D, ersatz et marché noir

Dans un monde revenu un siècle en arrière, les réflexes de débrouillardise, de système D, de troc, reviennent à la surface. Car il faut tenir ! La régression est telle, que casser un verre, une tasse devient un problème tant les difficultés sont grandes pour renouveler les objets de base. On s'adapte tant bien que mal. A Aubervilliers, des balcons se transforment en clapiers, les arrières cours en jardins potagers. Pour les non-fumeurs, le tabac s'avère une excellente monnaie d'échange.

Des produits de remplacement, les fameux ersatz, sont mis sur le marché, comme la « rayonne » pour le textile, la saccharine, les légumes déshydratés, le thon au naturel, les biscuits vitaminés pour les écoliers qui n'en peuvent plus d'avalier des rutabagas, une plante mi-chou, mi-navet, desti-

née avant-guerre à nourrir le bétail. Et puis, comme dans toutes les périodes troubles, le marché noir constitue une véritable économie parallèle réservée aux plus fortunés. D'autant que les tickets de rationnement sont de moins en moins honorés.

Heureusement, l'image du paysan cupide et profiteur véhiculée par des citadins accablés n'est qu'une facette d'une réalité plus complexe. Ainsi à Aubervilliers, plusieurs centaines d'enfants sont envoyés à la campagne par l'intermédiaire de leurs écoles, dans l'Allier, dans la Nièvre, où pendant plusieurs mois ils mangent à leur faim et participent aux travaux des champs. Un répit pour ces gosses, une parenthèse souvent heureuse, mais aussi la découverte du monde rural, celui de leurs ancêtres.



Credit photo: Claude Fath

Ville d'Aubervilliers

Arrachage des Pommes de terre

et VENTES COMMERCIALES de ces tubercules

AVIS aux Cultivateurs, aux Commerçants et aux Particuliers

Sur la demande du Bureau Régional de Répartition de la pomme de terre et des produits dérivés.

Le Maire porte à la connaissance des cultivateurs et des habitants les règles suivantes qui visent l'arrachage des pommes de terre et leur vente commerciale.

Les cultivateurs ne peuvent procéder aux arrachages des pommes de terre que lorsque les arrêtés préfectoraux, pris aux avis des Bureaux Départementaux, ont fixé les dates auxquelles ces arrachages peuvent commencer.

Les ventes commerciales sont strictement interdites aux cultivateurs. Ils ne peuvent vendre leurs récoltes qu'à l'intermédiaire des grossistes destinataires mentionnés de la carte professionnelle.

Il est donc interdit aux producteurs de vendre directement aux particuliers et aux commerçants détaillants.

Les Cultivateurs de Ravitaillement devront passer-verbaler aux cultivateurs qui contrairement à cette interdiction, seraient, en outre, punis pour avoir abusé illégalement de ces ventes sans limite à des prix supérieurs à ceux fixés par le Ravitaillement pour les acheteurs en culture.

Les cultivateurs qui éprouveraient des difficultés pour l'achèvement de leurs marchandises devront s'adresser au BUREAU DEPARTEMENTAL, 131, Rue Saint-Denis à Paris, qui leur indiquera un grossiste expéditeur.

Les règlements en vigueur ont pour but d'assurer le ravitaillement de la population civile. Leur observation permettra d'éviter l'encroisement par certains privilèges, occasionnant ainsi un déclin de l'ensemble de la population.

Aubervilliers, le 11 Août 1941.

Pour le Maire,
Le Vice-Président de la Délégation Spéciale:
Louis PAGES.

Credit photo: Archives municipales

« Ausweis » délivré à un employé de l'entreprise Sylvain Joyeux, qui permettait au bénéficiaire de circuler après le couvre-feu.

N° 061418 AUBERVILLIERS

Sonderausweis

Herr: **Silcock Jules**
Paris, **Leurville, Charroux**

ist berechtigt, sich während der Sperrzeit aus beruflichen Gründen auf allen Straßen, Plätzen und sonstigen dem öffentlichen Verkehr zugänglichen Anlagen und Einrichtungen im Seine-Departement zu begeben.

Dieser Ausweis ist nur gültig in Verbindung mit einem amtlichen Personalausweis.

Laissez-passer spécial

Nom, prénom: **Silcock Jules**
Domicile: **Leurville, Charroux**

pour des motifs d'ordre professionnel, est autorisé à circuler sur les voies publiques du département de la Seine après l'heure de couvre-feu.

Le présent laissez-passer n'est valable qu'accompagné de la carte d'identité officielle.

Le Vice-Président
de la Délégation Spéciale

Credit photo: Claude Fath

Credit photo: Claude Fath

Certificat de travail délivré à un manoeuvre débardeur résidant 28 rue Sadi Carnot et travaillant à Pantin à l'entreprise Lager. Ce document permettait au titulaire d'obtenir l'ausweis (voir ci-contre).

CERTIFICAT DE TRAVAIL Mod. 1

délivré sous la responsabilité de:

Monsieur: **Lager Pi-Park 520**

Qualité: **Manoeuvre**

(L'Employeur indiquera son titre, la nature sociale et l'adresse de son Etablissement)

EB AVISD., Valant Pantin

A **PANTIN** le 20 **1943**

Signature et Cachet de l'Employeur:

à 37280-41. (B) I. S. V. P.

Une dégradation générale de l'état sanitaire de la population

Les conséquences sanitaires des pénuries sont multiples. De 1941 à 1943, on note une surmortalité chez les personnes âgées ou les aliénés. La mortalité infantile augmente, la sous-alimentation des mères entraînant une mauvaise qualité de leur lait. Manque d'hygiène et de savon se conjuguent pour favoriser l'apparition de la gourme et de la gale chez de nombreux écoliers sans oublier les furoncles.

En 1945, une enquête menée dans neuf grandes villes françaises constate un déficit moyen de 5 kilos pour les filles et de 6 kilos pour les garçons, déficit qui se comble à partir de 1947. A Paris et en banlieue, les filles et les garçons de 13 à 14 ans ont perdu de 7 à 11 centimètres en taille par rapport à 1935. L'un des rares points positifs est la baisse significative de la mortalité par alcoolisme.

Se ravitailler sous l'Occupation

Consommation par habitant et par an

	V viande (kg)	P pommes de terre (kg)	L lait (litre)
1938	40,9	41,5	241
1940	24,9	25,3	188
1942	18,6	18,0	160
1944	16	19,6	139

1 200 à 1 800 calories par jour : c'est la ration alimentaire calculée pour les tickets de rationnement accordés aux Albertvillariens, différents selon que l'on est travailleur, femme ou enfant.

Dès juin 1944, les tickets d'alimentation, distribués et nécessaires pour obtenir toutes les denrées de première nécessité, ne sont quasiment plus honorés à Paris, faute de marchandises.



Credit photo: Miller

Cliché « paisible » de l'occupation où un soldat pose avec deux enfants sur l'une des écluses du canal, avec en arrière fond le quartier du Marcreux. Quelques mois plus tard, en juin 1944, les écluses seront sabotées à l'explosif par les résistants du groupe Manigart.



Credit photo: Miller

Un peu partout des contrôles étaient effectués. Le métro, les entreprises, les routes et trains étaient systématiquement soumis à des vérifications et les personnes fouillées. Sans oublier les postes fixes comme ici à La Villette. Tout cela rendait le marché noir fort périlleux.

Comme dans toutes les périodes troubles, le marché noir constitue une véritable économie parallèle réservée aux plus fortunés

Credit photo: Archives municipales

LA RENTRÉE DES CLASSES

est reportée à une DATE ULTERIEURE

Des GARDIENNES fonctionneront dans toutes les Ecoles
à partir du 1^{er} OCTOBRE 1943

AVIS

Les livres ne comportant qu'une seule personne inscrite, en MARS, sur délicate réclamation
DUN LITRE D'ALCOOL.

Les bénéficiaires de cette attribution exceptionnelle devront présenter au **SERVICE de CHARBON, 13 Rue Pasteur**, en outre de leur Carte d'Alcool, leur carte d'Alimentation et celle de Charton de rationnement (Carte Z.O.).

Le Maire Louis PAGES, Adjoint

Certaines personnes n'avaient pas de poêle à charbon ou à bois. La seule possibilité pour boire ou manger chaud était d'utiliser la lampe à alcool. Encore fallait-il avoir de l'alcool !

SAVON

Sur présentation de la Carte d'Alimentation, il sera remis, aux enfants âgés de moins de 3 ans, porteurs de la carte E, une feuille supplémentaire de Savon.

Cette distribution aura lieu du 7 au 10 Avril, de 9 heures à Midi et de 13 h. 30 à 18 heures, 13, Rue Pasteur à Aubervilliers.

Le Maire Louis PAGES, Adjoint

Devant l'extrême misère qui frappe la population, le comité du pot-au-feu sert, à l'école du Montfort et aux Quatre-Chemins, un plat de lentilles qui sera souvent le seul repas chaud de la journée pour de très nombreux Albertvillariens.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE D'AUBERVILLIERS

LE "POT-AU-FEU"

OUVRE UNE SUCCURSALE AUX QUATRE-CHEMINS

Le Comité du "POT-AU-FEU" est heureux de porter à la connaissance des habitants du Quartier des Quatre-Chemins qu'une distribution de **Repas à bon marché** destinés aux personnes nécessiteuses, sera ouverte à l'**Ecole Maternelle Jean-Macé**, Rue des Postes, le **Mardi 26 Mars 1940.**

Les distributions auront lieu chaque jour sauf le Dimanche, de 11 h. à 12 h. 30; elles sont réservées aux personnes possédant une carte du "POT-AU-FEU".

Les inscriptions sont reçues dès maintenant à la Mairie (Bureau N° 5).
Aubervilliers, le 20 Mars 1940.

Le Comité d'Alimentation
PIERRE LAVAL
R. FROST, A. LEBLANC,
RENAULT, G. PONSARD

Le Maire Adjoint
A. FIGARO
M. FROST, VERDIER, G. HERTEL,
P. FROST, C. DENIS, J. FROST, J. FROST,
J. FROST, J. FROST

Credit photo: Archives municipales

Quelques salaires mensuels

Salaire urbain minimum : 1 100 F

Ouvrier sur chantier allemand : 3 000 F

Mineur de fond : 1 600 F

Le marché noir d'avril à juin 1944

	Prix officiel (F)	Prix au marché noir (F)
Bœuf à rôtir (1 kg).....	72	150 à 250
Lait entier (1 litre).....	4,60	12 à 30
Œufs (une douzaine).....	36	100 à 120
Beurre (1 kg).....	77 à 79	450 à 600
Pommes de terre (1 kg).....	3 à 5,50	22 à 30
Huile de colza (1 litre).....	50	1 000

Prix d'un repas dans un bon restaurant parisien fréquenté par les officiers allemands : entre 2 000 et 4 000 F

Pierre Laval (1883-1945), un maire de sinistre mémoire

Avocat puis député socialiste de 1914 à 1919, il passe ensuite dans les rangs de la droite parlementaire. De 1923 à 1944, il est maire d'Aubervilliers. Plusieurs fois ministre et Président du Conseil pendant les années 20 et 30, il développe, à partir de 1935, une vive hostilité à l'égard de la III^e République. La défaite de 1940 lui fournit l'occasion de revenir au pouvoir comme vice-président du conseil. Partisan d'une collaboration active avec l'Allemagne nazie, il joue un

rôle capital dans l'établissement du régime de Vichy. Écarté une première fois en décembre 1940 par Pétain, il est rappelé en avril 1942 sous la pression des Allemands dont il souhaite ardemment la victoire. Il crée alors le STO (Service du travail obligatoire) et la milice, qui commettra les pires atrocités contre les résistants. Arrêté par les Américains en 1945, il est jugé par un tribunal français, condamné à mort pour haute trahison et fusillé le 15 octobre 1945.



Credit photo: Archives municipales

Partisan d'une collaboration active avec l'Allemagne nazie.

L'occupation, la résistance et la répression à Aubervilliers

Résister, agir contre l'oppression, défier les troupes d'occupation : l'engagement demande du courage en cet été 1940, alors que l'immense majorité de nos concitoyens sont encore assommés par la défaite. « On attendait un miracle, comme la Marne en 1914 », explique Marcel, mais cette fois les Allemands sont passés et s'installent dans Paris déclarée « ville ouverte ».

Ils ne sont pas nombreux à Aubervilliers à relever la tête, d'autant que l'année écoulée a déjà été rude pour certains. En effet, depuis le 27 août 1939, après la signature du pacte germano-soviétique, la presse communiste est interdite et depuis le 26 septembre le PCF est mis hors la loi. Les militants d'Aubervilliers sont traqués, à l'image d'Emile Dubois, conseiller municipal et conseiller général communiste, élu en 1935. Arrêté en décembre 1939, il est déchu de ses mandats, puis interné. Il sera déporté à Sachsenhausen en 1943.

Pour beaucoup d'autres, la lutte armée contre le fascisme a commencé encore plus tôt, là-bas en Espagne, près de Barcelone ou de Teruel. Ils sont partis combattre les franquistes aux côtés des républicains, abandonnés par les gouvernements français et anglais. Ceux-là ont compris qu'au-delà des Pyrénées se joue la répétition générale de la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, Gaston Carré, membre de la direction du PCF d'Aubervilliers, n'a pas 35 ans lorsqu'il assume son rôle de commandant des Brigades internationales, et Marguerite Le Maut, jeune militante de 25 ans, assure déjà de dangereuses missions de liaison avec l'Espagne républicai-

ne. Ils sont tous deux arrêtés en 1942. Gaston Carré est exécuté en octobre à Issy-les-Moulineaux. D'autres jeunes militants, communistes ou pas, issus de l'immigration

espagnole installée au Landy, connaîtront également le baptême du feu dans le pays de leurs ancêtres, avant d'entrer dans la résistance contre les nazis.



Crédit photo : Archives municipales.

La direction communiste décapitée par Pierre Laval

Mais revenons à Aubervilliers. Le maire, Pierre Laval, qui dirige la ville depuis 1923, ne fait pas mystère de ses sympathies pro-allemandes : il est nommé ministre d'Etat par le Maréchal Pétain le 23 juin 1940, puis vice-président du Conseil. Le poids politique de cet homme, chantre de la collaboration, va être fatal aux militants communistes d'Aubervilliers.

Il les connaissait tous, eux qui depuis des années luttaien- t politiquement contre lui, sur les marchés, à la mairie, dans la presse locale. Ses directives aux forces de police sont sans

équivoque et, d'août à octobre 1940, les arrestations se succèdent. Témoin cette liste dressée par un inspecteur, qui recense les militants arrêtés : parmi eux le docteur Antoine Pesqué, Adrien Agnès, futurs martyrs de Châteaubriant, ainsi que d'autres militants dont un Polonais, un Italien et une Roumaine... La lutte pour la liberté ne connaît décidément pas de nationalité !

Pour la plupart, ces hommes et ces femmes, interpellés pour « propagande, recel et distribution de tracts communistes », seront fusillés dans les mois qui suivront.

Gaston Carré, avec l'expérience acquise en Espagne, jouera un rôle important dans la création de l'Organisation Spéciale (OS). Cette organisation débouchera sur la création des FTP.



Crédit photo : Claude Frith.

L'information par l'écriture sous toutes ses formes a été l'une des premières armes de la Résistance

Distribuer des tracts au péril de sa vie

Comme l'explique Lucie Aubrac, grande figure de la France résistante, « l'information par l'écriture a été l'une des premières armes de la résistance », et l'écriture sous toutes ses formes : tracts, graffiti sur les murs, presse clandestine, papillons de papier recouverts de phrases courtes...

Si au début de l'Occupation les distributions de tracts se font encore sans trop de précautions, la multiplication des arrestations, comme on l'a vu plus haut, entraîne à présent une grande discrétion. Désormais la nuit devient une alliée. Certains détournent leur fonction : « Mon père, qui travaillait comme comptable à La Nationale, rue du Vivier (actuelle rue Henri Barbusse), s'était fait nommé chef d'ilot pour la défense passive afin d'avoir le droit d'arpenter les rues la nuit avec son sifflet pour surveiller l'extinction des feux... Il en profitait pour distri-

buer des tracts et des journaux dans les boîtes aux lettres du voisinage », se souvient Mme Lavaud. « Mais, ajouta-t-elle, nous ne l'avons appris qu'à la fin de la guerre ». Car dorénavant, la méfiance, la prudence sont de mise.

D'autres procédés sont utilisés pour la distribution : les tracts sont parfois glissés dans une poche, dans les paniers à provisions, laissés en tas sur les bancs des squares de la ville. Et toujours il est demandé au lecteur de diffuser la feuille à une tierce personne.

Le danger est quotidien pour ces femmes et ces hommes qui ont transgressé l'interdit. Louis Pages, qui remplace Laval à la mairie, fait placarder en juillet 1940 cet avis : « Les attroupements de rue, l'édition et la distribution de tracts, l'organisation d'assemblées publiques qui n'auront pas été approuvées par le Commandant allemand seront réprimés et sévèrement punis... »

Dans les tracts, on fustige « les colabos, les occupants, les affameurs », on dénonce « les sauvages méthodes des sbires de la police, notamment à Saint-Ouen et à Aubervilliers » [Journal En Avant du 2 mars 1941] ; mais ces tracts imprimés permettent également de relater les actions menées ici et là. Ainsi le journal l'Humanité, qui reparait clandestinement depuis le 26 octobre 1939, signale dès son numéro 1 une action revendicative dans l'entreprise des Petites Voitures à Aubervilliers.

Le danger est quotidien pour ceux qui ont transgressé l'interdit



Crédit photo : Archives municipales.

Le rôle essentiel de la presse clandestine



Cédric photo : Société d'histoire

La masse et la variété de la presse clandestine sont une des originalités de la Résistance française : plus de 1 200 titres, tirés à près de 100 millions d'exemplaires pendant 4 ans ! Des chiffres qui ne doivent pas masquer la difficulté de la tâche et les trésors d'ingéniosité déployés pour imprimer ces journaux.

À Aubervilliers, en décembre 1940, dans les locaux vides de l'aéro club, 193, avenue Victor Hugo, cinq jeunes tirent le premier numéro du journal *Résistance*, daté du 15 décembre et rédigé par le groupe du Musée de l'Homme. Cette imprimerie sera démantelée début 1941.

Trois ans plus tard, rue de la Goutte d'or (rue André Karman aujourd'hui), l'établissement Labordière, qui appartient à une famille de résistants, les Rousseau, abrite une énorme machine d'imprimerie très bruyante, qui tire le journal clandestin *Défense de la France*, ancêtre de *France-Soir*. Mais nul n'entend le bruit typique de

« Mais si une machine de 800 kilos se monte encore en pièces détachées dans un appartement (...) une presse de 3 à 4 tonnes ne peut prendre le même chemin. Impossible de s'adresser aux imprimeurs patentés qui étaient surveillés jour et nuit et perquisitionnés plusieurs fois par mois. Alors nous avons pensé que le meilleur endroit pour mettre une machine, c'était là où l'on trouve habituellement des engins de ce genre, dans une usine. »
Extrait d'un article de « *Défense de la France* »

la rotative parmi le brouhaha de l'atelier de mécanique. Quelques membres du personnel, choisis avec soin, la font fonctionner et par mesure de sécurité une poulie maintient la caisse de livraison au-dessus de la machine ; en cas de visite inopportune elle descend pour dissimuler la rotative.

Le groupe Henri dit « Papa », a mené une action multiple et efficace

Parmi les résistants d'Aubervilliers, le groupe mis sur pied par Henri Manigart, dit « Papa », va jouer un rôle de premier plan dans la région parisienne. Ce maître bottier, fondateur du syndicat des cordonniers, installé 27 rue Charron, va transformer son atelier en véritable poste de commandement. Dès 1940, répondant à l'appel lancé le 18 juin par le Général de Gaulle sur les ondes de la BBC, il décide de créer son propre réseau.

Celui-ci s'étend rapidement aux villes voisines : Stains, Pierrefitte, Saint-Ouen, Drancy, Bobigny, la Garenne, Sevran, Livry-Gargan... L'action de son groupe est multiple et très efficace. On lui doit la constitution d'un réseau d'aide aux prisonniers évadés d'Allemagne. C'est dans son atelier et à la mairie, que sont confectionnées les fausses pièces d'identité qui serviront à ces hommes, ainsi qu'aux résistants, aux réfractaires du STO et aux aviateurs tombés en France. Et les risques sont importants : alors qu'il se rase un matin de 1943 dans l'arrière-boutique de la rue Charron, un officier allemand se présente et demande après un certain Henri. « Oh ! C'est pas ici, je ne le connais pas », dit le bottier en maillot de corps et le visage recouvert de mousse. Lorsque les Allemands reviennent, Henri Manigart s'est envolé.

Le groupe de « Papa », qui rassemble des chrétiens, des gaullistes, des socialistes, des communistes, des syndicalistes, ne se contente pas des

faux papiers. On lui doit aussi d'importantes opérations de sabotage, sur une péniche d'essence, sur des centrales électriques, sur des voies ferrées, des attaques directes contre l'occupant... En 1944, son groupe de FFI

compte 1 500 résistants sur la banlieue nord-est. Après la guerre, Henri Manigart sera nommé « Compagnon de la Libération », un honneur qu'il ne partagera qu'avec 1 035 autres résistants dans toute la France.



Cédric photo : Hermel

Henri Manigart, maître bottier, va transformer son atelier en véritable poste de commandement

« Quelque temps après la Libération, des résistants du groupe Manigart sont réunis sur les marches de la salle des fêtes. On reconnaît au premier rang, les bras croisés, Henri Manigart, à sa droite, béret sur la tête, le commissaire Nectoux. C'est chez lui qu'arrivaient les lettres de dénonciation ; autant dire qu'il sauva bon nombre de personnes. A la gauche de Manigart, Gaston Petit. Il était secrétaire général à la mairie et orfèvre en faux papiers. »

« Bras dessus bras dessous, de gauche à droite, Marguerite Le Maut et Alice Fauré, quelques années après la Libération, entourées des filles de Marguerite et de sa belle-sœur. »

Des femmes admirables

La répression est de plus en plus violente et implacable mais les anonymes de la Résistance continuent sans relâche. Ils sont toujours peu nombreux en 1941-1942 à parcourir les rues la journée, ou après le couvre feu en vigueur dès 23 heures, à pied ou en vélo, pour transmettre une phrase, un paquet, une enveloppe. L'un des maillons de la chaîne, Alice Fauré, qui habitait rue du Port, se souvient : « Je transportais jusqu'à 20 courriers par jour ; je peux dire que j'ai eu peur pendant cette période, peur de ne pas rentrer le soir. Quand tu voyais 10 ou 15 copains dans la journée, c'est 10 ou 15 fois que tu risquais d'être arrêté ! » Son mari André, interpellé, puis évadé du camp de Gurs et arrêté de nouveau, est fusillé en octobre 1942, à 29 ans.

Ces contacts réguliers assurés par des agents de liaison, souvent des femmes, sont indispensables au fonctionnement des organisations de résistance. L'histoire, comme souvent, ne rend pas suffisamment hommage à ces véritables héroïnes. Parmi elles, Régine Gosset internée à la Centrale de Rennes où elle meurt sans soins en octobre 1943. Et puis Hélène Cochenec, qui demeurait rue Jean Jaurès. Receveuse dans les transports en commun, syndicaliste et communiste, elle devient agent de liaison sous les ordres du colonel Fabien, pour lequel elle transporte des armes, des cartes d'alimentation, du ravitaillement. Dénoncée par un collaborateur,



Cédric photo : Claude Fauré

« Agent de liaison du colonel Fabien, Hélène Cochenec sera arrêtée par la gestapo, suite à une dénonciation. Elle mourra dans la chambre à gaz le 15 mars 1945. Elle avait 39 ans. »

elle est arrêtée en juillet 1944 par la gestapo. Au camp de Ravensbrück, son dévouement lui sera fatal ; lors d'un séquestrement de femmes âgées, elle soutient une vieille camarade, épuisée, qui n'a plus la force d'avancer à l'appel de son matricule... Elle entrera avec elle dans la chambre à gaz le 15 mars 1945. Elle avait 39 ans.

suite page 10...



Cédric photo : Claude Fauré

A l'occasion du 60^e anniversaire de la Libération, la municipalité a décidé d'honorer la Résistance en rebaptisant trois voies de notre commune.
La rue du Pont Blanc deviendra rue Charles Tillon.
La partie de la rue Lopez et Jules Martin – de la rue de la Maladrerie à la rue Réchossière – sera dénommée rue Henri Manigart.
Le nom de Henri Rol-Tanguy sera donné à l'actuel carrefour du Pont de Stains.

Editorial

Mémoire vive

● Par Pascal Beaudet, maire d'Aubervilliers



SAISSANT L'OCCASION du soixantième anniversaire de la Libération, la municipalité a voulu rendre un hom-

mage appuyé à trois grands résistants aujourd'hui disparus, et plus généralement à tous ceux qui, à leurs côtés, ont participé à la Résistance d'Aubervilliers, par deux manifestations exceptionnelles.

L'une, samedi 27 novembre, avec l'inauguration officielle des plaques de rues Charles Tillon, Henri Manigart et Henri Rol-Tanguy.

L'autre, lundi 29 novembre, avec une soirée d'évocation de la Résistance et des combattants d'Aubervilliers au Théâtre de la Commune.

« Seule la classe ouvrière dans sa masse est restée fidèle à la patrie profanée », a dit François Mauriac. A Aubervilliers, ville depuis longtemps marquée par l'enracinement de populations ouvrières issues de nombreuses migrations nationales et internationales, cette remarque prend une résonance particulière.

Ce sera donc une occasion de rappeler le rôle des habitants de notre ville pendant la Résistance et lors de la Libération et le lourd tribut consenti à la liberté et à l'indépendance de notre pays.

On sait aussi que le désastre de l'occupation allemande en 1940 a consacré le maire de l'époque Pierre Laval comme chef du gouvernement de collaboration avec les nazis sous la direction de Pétain. Laval qui, du fait de sa parfaite connaissance des opposants d'Aubervilliers, donna à la répression contre les antifascistes de notre ville une dimension particulièrement ciblée et efficace.

A la Libération, Aubervilliers aura pour maire Charles Tillon, conseiller général, conseiller municipal et député depuis 1936 et devenu commandant en chef des FTP pendant la clandestinité. Ce fut une belle victoire que de voir l'une des grandes figures de la Résistance plu-

sieurs fois ministre à la Libération devenir maire de notre ville. Et nous dirons la reconnaissance de cette ville pour cet ouvrier devenu un héros malheureusement victime d'une histoire politique tragique rappelée dans ces pages.

Nous rendrons aussi hommage à celles et à ceux qui ont participé concrètement aux combats pour la Libération d'Aubervilliers et singulièrement à Henri Manigart dit « Papa », qui s'y illustra avec son groupe dont une soixantaine tombèrent, comme le rappellent aux passants les plaques commémoratives que nous fleurissons chaque année. Ces résistants qui le 18 août ont occupé la Poste des Quatre Chemins, l'usine « La Nationale » (qui produisait des conserves), les Magasins Généraux (où les combats ont duré une semaine), ou qui, encore, le 19 août ont occupé la mairie.

Enfin, nous rendrons hommage au commandant en chef des FFI et de l'insurrection en région parisienne, le colonel Henri Rol-Tanguy. Volontaire dans les brigades internationales aux côtés de la République espagnole, il parcourut par la lutte, l'expérience et l'intelligence, le long chemin de la Résistance à la Libération jusqu'à recevoir, avec le général Leclerc, l'acte de reddition du commandant allemand de la place de Paris.

C'est parce qu'il y a soixante ans, ces femmes et ces hommes se sont battus et ont souvent laissé leur vie pour faire valoir les valeurs universelles de dignité humaine, que nous avons hérité des réalisations du Gouvernement issu de la Résistance, des libertés fondamentales mais aussi des grands services publics et de la Sécurité sociale.

Ils nous amènent aujourd'hui à réfléchir aux dérives dont l'actualité rend compte, comme un dangereux vasilement des valeurs qu'ils ont si courageusement portées. Faire vivre leur mémoire n'est donc pas seulement lutter contre l'ignorance et l'oubli. C'est faire vivre les combats d'aujourd'hui.

Programme

● INAUGURATION DES PLAQUES DE RUES

Samedi 27 novembre

● 10 h, carrefour du Pont de Stains
Dévoilement de la plaque
« Place Henri-Rol Tanguy »

● 10 h 45, angle des rues Réchossière, Lopez et Jules Martin
Dévoilement de la plaque
« Rue Henri Manigart »

● 11 h 15, place Cottin
Dévoilement de la plaque
« Rue Charles Tillon »

● 11 h 45, lycée Le Corbusier
Allocutions et réception en hommage aux trois résistants

Pour les personnes qui désirent se rendre en car aux différents rendez-vous, un départ est prévu devant la mairie à 9 h 30.

● SOIREE HOMMAGE A LA RESISTANCE

Lundi 29 novembre, 20 h 30 précises
Théâtre de la Commune

Témoignages, intermèdes musicaux et théâtraux, films, débat...

Sous la présidence de Pascal Beaudet, maire d'Aubervilliers, en présence des familles Tillon, Manigart, Rol-Tanguy.

Avec la participation de : Jack Ralite, sénateur ; Roger Bourderon, historien ; Pierre Daix, écrivain, ancien secrétaire de Charles Tillon ; Michel Pigenet, professeur d'histoire (Sorbonne) ; Serge Wolikow, professeur d'histoire (Université de Dijon).

Didier Bezace, acteur, metteur en scène ; Jacques Gamblin, acteur, metteur en scène ; Bruno Solo, acteur, metteur en scène. Ateliers théâtre du lycée Le Corbusier et du collège Jean Moulin (animés par Yvon Lescanf et Stéphanie Grasmuck).

L'hommage d'Au Henri Manigart dit « Papa » (1898-1982)



Crédit photo : Hémert

Né en Belgique, à Namur, il connut tout jeune, les rigueurs et les destructions de la 1^{ère} guerre mondiale. Après l'armistice il s'installe en France à Aubervilliers, où il exerce le métier de maître-bottier dans la petite confection de la rue Charron.

Gaulliste de la première heure, Henri dit « papa », organise dès 1940 un réseau d'évasion qui s'étend rapidement à la zone nord-est de la région parisienne. Il fournit à plus de 3000 prisonniers évadés les papiers nécessaires et près de 17000 cartes d'identité aux résistants et réfractaires. Grâce à l'action de son réseau, 342 parachutistes alliés sont sauvés et rapatriés en Angleterre.

Durant les années d'occupation il organise de nombreux sabotages (centrales électriques, câbles téléphoniques, nœuds ferroviaires...)

En 1944, le groupe de FFI dépendant directement d'Henri Manigart compte 1500 résistants sur Aubervilliers et les villes voisines. Pendant la bataille de la libération ses hommes mettent 450 soldats allemands hors de combat. Grâce à leur rapidité d'initiative ils réussissent à préserver 500 000 litres d'essence et 15 milliards de matériel que les allemands voulaient détruire dans l'enceinte des Magasins Généraux.

La liberté retrouvée, Henri Manigart est fait Compagnon de la Libération par le Général De Gaulle.

Décédé le 23 mai 1982 il est inhumé à Aubervilliers.



Localisation des principaux lieux et événements évoqués.

Aubervilliers à ses combattants

Pour Charles Tillon (1897-1993)

La vie de Charles Tillon est une véritable épopée. Quand on est né breton, engagé tôt dans la marine, mutin en 1919 par solidarité avec la révolution russe, condamné au bagne et déporté au Maroc, puis syndicaliste licencié, emprisonné, enfin dirigeant syndical et député communiste, en 1936, d'Aubervilliers, c'est sûr qu'on est déjà sorti des destinées ordinaires.

Mais pour beaucoup de ceux qui liront ces quelques lignes, que peut signifier la mutinerie du « Guichen » en 1919 où le marin Tillon réussit à convaincre ses camarades marins de stopper les renforts de troupes françaises engagées aux côtés des « blancs » pour renverser la toute jeune République des Soviets ?

Pour moi, c'est d'abord le signe d'un courage hors du commun car ce comportement valait dans le sanglant épisode précédent, celui des tranchées de 14-18, le peloton d'exécution et 12 balles dans la peau !

De même le droit de grève qui peut sembler si naturel au point quelquefois d'en oublier ses si dures conditions de naissance... C'était la prison pour Tillon et ses semblables chaque fois que l'on était repéré comme meneur, autrement dit syndicaliste, socialiste, anarchiste, communiste.

Communiste, Tillon avait réussi à l'être en 1919 avant la naissance officielle du Parti Communiste Français par ses liens avec l'Internationale.

Entre 1925 et 1939, les luttes syndicales chez les marins, dans la chimie, puis à Aubervilliers lui valent d'être élu député contre Laval, futur grand serviteur de Pétain et des nazis et maire d'Aubervilliers depuis 1923.

Dès 1931, il est membre du Comité central du Parti Communiste Fran-

çais et membre du Bureau politique de 1932 jusqu'en 1952.

Le courage de Charles Tillon c'est encore le combat pour l'Espagne républicaine où il restera jusqu'à la fin. Il sera arrêté à Alicante avec les derniers combattants républicains.

En juin 1940, de Bordeaux, il lance un appel à la Résistance contre les nazis. Responsable avec Jacques Duclos et Benoît Frachon de la direction du Parti Communiste clandestin sur le sol national, il aura la tâche essentielle de l'organisation des Francs Tireurs et Partisans dont il restera le responsable jusqu'à la Libération. Les FTP et aussi l'organisation des étrangers que fut la MOI-FTP porteront des coups sévères à l'ennemi. Ils seront par la force de leur sacrifice, la preuve que la France n'est pas seulement pétainiste et vautre dans la barbarie nazie. On leur doit non seulement l'honneur d'avoir avec les FFI et leur chef historique, Henri Rol-Tanguy, contribué à libérer Paris et le pays tout entier aux côtés des armées alliées, mais aussi d'avoir évité que la France en 1945 soit ramenée au rang de nain politique, coupable essentiellement de collaboration avec Hitler.

Et le fait qu'il ne faille oublier personne dans ce sursaut courageux que fut la Résistance rassemblée aux multiples visages et engagements, notamment gaullistes, ne doit pas conduire à mettre tout à plat dans les forces en présence.

L'ouvrier devenu ministre

La résistance armée communiste, dont Tillon fut l'initiateur et le chef, fut bien la première en hommes, en femmes, engagée dans le combat. Elle compte aussi les plus nombreux martyrs assassinés, fusillés, déportés.

Et puis cet ouvrier devenu un héros fut ministre dans les gouvernements de la Libération, de l'Air, de l'Armement et de la reconstruction.

De 1944 à 1952, il est le maire d'Aubervilliers. On lui doit la première cité HLM contre les taudis, la maternelle Francine Fromont, le foyer des

personnes âgées, la première colonie de vacances pour les gosses d'Aubervilliers qu'un film commandé par lui à Jacques Prévert et Eli Lotar rendra populaires et fraternels. La chanson « Petits enfants d'Aubervilliers, petits enfants de la misère », interprétée par Germaine Montero, trotte encore dans les têtes des amoureux des cinémathèques du monde entier.

Et puis ce fut l'histoire noire du stalinisme s'épandant comme un cancer sur les partis communistes en Europe et ailleurs. Le Parti Communiste Français de l'époque jettera le manteau de l'absurde calomnie sur la tête et les épauls de Charles Tillon qui, s'il n'était pas un tendre, fut plus lucide que beaucoup d'autres sur la Russie de Staline. C'était en 1952, le marin mutin pour sauver les Soviets était accusé, sans rire, de « nationalisme bourgeois » et « d'incompréhension de la politique de l'URSS », de « Titisme », de malversations, etc., etc. Un procès typiquement stalinien.

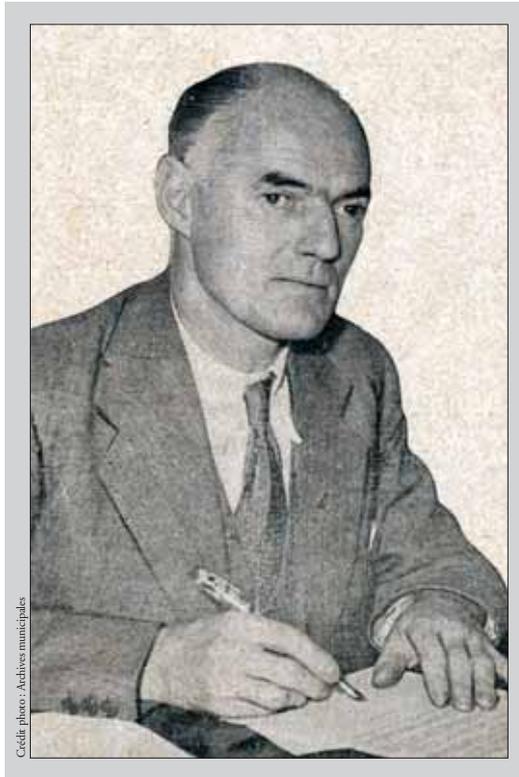
Tout cela est tellement scandaleux et honteux que Charles Tillon préfère le silence et se démettre de tous ses mandats. Ce sera chose faite en 1953 et 1955. Et les excuses plus tard ne cicatriseront jamais la plaie restée ouverte.

Le 13 janvier 1993, il décède à l'âge de 96 ans sans jamais avoir renoncé à son idéal humaniste de transformation sociale. Jack Ralite, au nom d'Aubervilliers, lui rendra un hommage chaleureux.

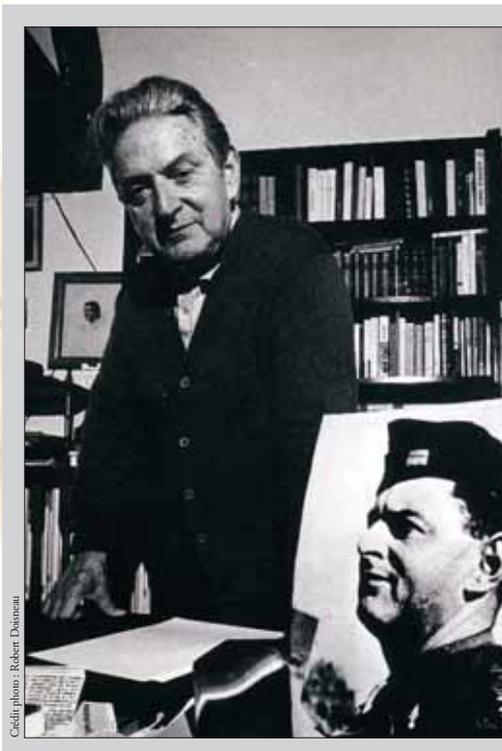
Une telle vie mérite qu'on s'en souvienne.

Aubervilliers peut être fière d'avoir eu un tel homme pour premier magistrat.

Lucien Marest



Credit photo: Archives municipales



Credit photo: Robert Doisneau

Henri Rol-Tanguy (1908-2002)

Fils d'un officier marinier et d'une mère blanchisseuse, Henri Tanguy est né en 1908 à Morlaix dans le Finistère. Il arrive à Paris en 1923 et devient ouvrier métallurgiste. Militant communiste et syndicaliste il est nommé en 1936 à la direction du syndicat des métaux de la région parisienne.

Engagé dans les Brigades internationales de l'armée républicaine espagnole en 1937, il est blessé l'année suivante sur le front de l'Ebre.

Revenu en France, mobilisé en septembre 1939, il participe aux combats, et entre dans la clandestinité en octobre 1940 « par antifascisme et patriotisme ». Dès juillet 1941 il organise, avec Raymond Losserand et Gaston Carré, des groupes résistance armés, qui donnent naissance l'année suivante aux FTP. Il choisit alors le pseudonyme de « Rol », en hommage à l'un de ses camarades des Brigades, tué en Espagne.

En juin 1944 il devient chef régional des FFI de la région Ile-de-France et assume la direction militaire de l'insurrection parisienne. Le 25 août il reçoit, au côté du

Général Leclerc, la reddition de Von Choltitz gouverneur allemand de Paris.

Affecté à la 1ère armée française, il participe comme officier supérieur à la campagne d'Allemagne où son courage ne lui fait pas défaut. Ainsi, le 13 avril 1945, volontaire pour une mission de reconnaissance, il tombe sur un détachement allemand. Aidé seulement par un lieutenant et un sous-officier, il attaque, met l'ennemi en fuite et fait trois prisonniers. Le sous-officier ayant été tué au cours de l'action, il ramène le corps sur plusieurs kilomètres, en pleine Forêt noire sous la menace des infiltrations allemandes.

Henri Rol-Tanguy est fait Compagnon de la Libération le 18 juin 1945 et décoré par le Général De Gaulle sur la Place de la Concorde.

Il occupe les années suivantes divers postes dans l'armée et prend sa retraite en 1962.

Membre du comité central du PCF et président de l'ANACR, il se consacre, jusqu'à sa mort, aux idéaux de justice et de progrès qui furent à la base de tous ses engagements.



LA RÉSISTANCE

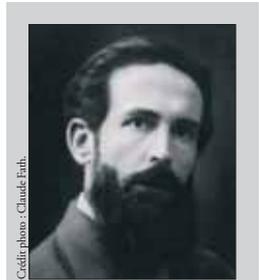
... suite de la page 7

Morts pour la paix et la liberté

Face à la résistance qui s'organise et dont les actions sont de plus en plus efficaces, les troupes allemandes d'occupation répondent par une répression sans merci. A Châteaubriant, près de Nantes, les prisonniers communistes internés depuis 1940 sont transformés en otages. Le 22 octobre et le 15 décembre 1941, trente-six hommes sont désignés pour le peloton d'exécution. Parmi eux, trois sont d'Aubervilliers : Adrien Agnès, Raoul Gosset, Antoine Pesqué.

Leurs derniers mots, admirables, bouleversants, témoignent de leur courage, de leur conviction et d'un engagement essentiel pour un monde meilleur. « Je meurs avec au cœur la même foi révolutionnaire, la même certitude de la victoire finale, pour la paix et la liberté », écrit Adrien, tandis que le médecin de la rue Ferragus, « le médecin des malheureux » comme on disait à Aubervilliers, le Dr Pesqué, s'adresse une dernière fois à sa femme : « Toutes mes pensées les plus tendres vont vers toi... Sois

très courageuse maintenant et toujours. » Jusqu'au bout ils furent convaincus que les nazis perdraient la guerre.

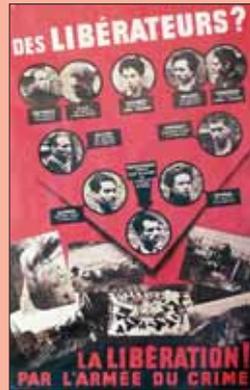


Laval connaissait les militants communistes de la ville, dont le Docteur Pesqué. Cela explique que trois Albertvillariens furent fusillés à Châteaubriant. Aubervilliers fut la seule ville à avoir eu trois martyrs.

L'affiche rouge

Cette affiche rouge fut placardée par les nazis dans toute la France en février 1944 pour annoncer aux « bons Français », qu'un groupe de terroristes apatrides et sanguinaires avait été condamné à mort et exécuté. Ces résistants, dirigés par Manouchian, Arménien d'origine, appartenait à la MOI (Main d'Oeuvre Immigrée). Une organisation mise en place par le PCF et intégrée aux FTP (Francs Tireurs Partisans). Les nazis déclenchèrent autour de cette affiche une énorme campagne de propagande mettant en avant le soi-disant cosmopolitisme de la Résistance.

Cet épisode est désormais le symbole de l'engagement de nombreux réfugiés européens (Allemands antinazis, républicains Espagnols, Italiens antifascistes, Polonais fuyant l'antisémitisme séculaire, Arméniens...), qui ont combattu sur notre sol et donné leur vie pour la libération de notre pays.



En hommage à ces hommes, un gymnase de la ville porte le nom de Manouchian.

Louis Aragon en 1955 devait célébrer cet épisode en écrivant un poème mis plus tard en musique par Léo Ferré. En voici quelques vers :

« ... Vous aviez vos portraits sur les murs de nos villes
Noirs de barbe et de nuit hirsutes menaçants
L'affiche qui semblait une tache de sang
Parce qu'à prononcer vos noms sont difficiles
Y cherchait un effet de peur sur les passants... »

« ... Nul ne semblait vous voir Français de préférence
Les gens allaient sans yeux pour vous le jour durant
Mais à l'heure du couvre feu des doigts errants
Avaient écrit sous vos photos Morts Pour La France... »

« ... Ils étaient vingt et trois quand les fusils fleurirent
Vingt et trois qui donnaient leur cœur avant le temps
Vingt et trois étrangers et nos frères pourtant
Vingt et trois amoureux de vivre à en mourir
Vingt et trois qui criaient la France en s'abattant... »



Tournage du film « Paris brûle-t-il ? » de René Clément réalisé en 1965 sur les lieux mêmes de la tragédie d'août 1944 au quai aux Bestiaux à Pantin.

« L'ouvrier français repugne à dénoncer un camarade », se plaint le préfet de police en décembre 1941

« Spanier alle rot » Les Espagnols sont tous des rouges pour les soldats de la wehrmacht. Avenue Jean Jaurès, deux soldats contrôlent des marchandes de fruits espagnoles.



La « petite Espagne » résistante

La communauté étrangère d'Aubervilliers n'est pas en reste et dans le quartier du Landy, que l'on appelait « la petite Espagne », la résistance s'organise. Angèle Martinez n'oublie pas l'ambiance de cette époque : « Dès 1940 nous avons commencé à avoir des réunions clandestines et à distribuer des tracts, à coller des papillons que nous devions lécher, à faire des inscriptions par terre avec un bidon de goudron que ma mère avait dégoté je ne sais où... C'était elle qui trouvait les cachettes pour les tracts... Empaquetés dans le fond de la lessiveuse avec le linge sale ou les ordures dessus... »

Les Allemands ne s'y trompent pas. Pour eux « Spanier alle rot » et les Espagnols sont tous des rouges ! Et le

18 septembre 1941, ils investissent le quartier. « Les soldats sont venus vers 6 heures du matin, après avoir bouclé la rue du Landy où ils avaient installé un canon », se souviennent Nina et Raymonde Sanchez. « Il y avait des Allemands partout, rue de la Justice, rue Murger, rue du Landy... Ils ont fouillé les maisons à la recherche des Républicains espagnols et ils ont emmené les hommes au Fort de l'Est... » Au total, onze Espagnols et cinq Français seront internés, interrogés par la Gestapo puis jugés en Allemagne. Cinq d'entre eux seront guillotines à Cologne pour leur rôle de résistant à La Plaine et trois autres, dont une femme, mourront d'épuisement et de maladie en camp de concentration.

Déportation : jusqu'aux enfants juifs de moins de 16 ans ! propose Laval

Dans le grand drame de la « solution finale » et de la Shoah qui va décimer les juifs en Europe, le gouvernement français joue sa honteuse partition. L'antisémitisme de Vichy transparait dès 1940 avec la promulgation du « Statut des juifs », qui les exclut notamment de l'administration, de l'université, des professions libérales. Ils sont obligés de porter l'étoile jaune.

Pour préparer la grande rafle du Veld'Hiv de juillet 1942, des recensements ont été opérés par la police française : l'arrestation de soixante-sept juifs d'Aubervilliers est programmée. Certains, parce qu'ils sont absents ce jour-là, ou parce qu'ils ont juste le temps de se réfugier chez un voisin, un ami, réussiront à s'échap-

per, mais la grande majorité sera arrêtée et transférée à Drancy avant de rejoindre les camps de la mort. Lignoble Pierre Laval, ancien maire de la ville et président du conseil, propose même aux nazis « lors de la déportation de familles juives de zone non-occupée, de prendre également les enfants en dessous de 16 ans... »

Ces propos, rapportés dans une note à Eichmann, suffirent à condamner cet homme à tout jamais. Dans les semaines qui suivent la rafle, Marcel Davoust, qui travaillait à côté du Fort d'Aubervilliers, se souvient que « tous les jours cinq à six wagons de matériel, du cuivre, du laiton, du bronze, pillés aux juifs du secteur, partaient en Allemagne pour être fondus et transformés en armes ».

Sabotages dans les usines, la résistance monte en puissance

« Le criminel, le saboteur, des organisations clandestines opèrent depuis la banlieue de la capitale et s'y tiennent prêts à agir... » Cet extrait d'un document interne à l'administration allemande, daté de décembre 43, met en relief la montée en puissance de la résistance.

Dès la fin 1940, les syndicalistes organisent des comités d'usine dont celui de Malicet, l'entreprise métallurgique située avenue de la République (à l'emplacement de l'actuel lycée Jean-Pierre Timbaud). On se réunit plus fréquemment sur le lieu de travail où « l'impunité la plus complète est assurée à l'auteur de la propagande, car l'ouvrier français repugne à dénoncer un camarade », se plaint le Préfet de police en décembre 1941.

Le terrain des luttes sociales est donc primordial. En effet, toute action revendicative ou de sabotage interne affaiblit la production au profit de l'Allemagne. A La Nationale, une fabrique de charcuterie de la rue Henri Barbusse, Elisa Lemanach explique que les ouvriers, pourtant surveillés par des sentinelles allemandes, « réussissaient parfois à glisser des clous dans les boîtes de conserves pour abîmer la marchandise ». Petits gestes mais grands effets pour le moral !

En février 1944, des débrayages ont lieu chez Malicet et à la Lorraine ; au

printemps, dix-huit « machines rectifieuses » sont détruites chez Malicet par un « groupe d'action immédiate ».

C'est au travers de ces comités populaires implantés chez Bardot-St-Gobain, Verdier-Dufour, Kulmann... que des jeunes d'Aubervilliers deviennent résistants. L'un d'entre eux s'appelle André Karman.

Membre du Parti communiste depuis 1941, ouvrier chez Malicet, il devient responsable d'un groupe de FTP et organise des unités de sabotage. André part pour Givors, puis revient en région parisienne à Courbevoie. Le 5 mai 1943, il est arrêté Porte de Pantin. Interné à la prison de la Santé, puis dans différents camps, il est déporté en 1944 à Dachau sous le matricule 73597. Là il va vivre comme tant d'autres, l'horreur absolue, le massacre des enfants juifs « qui tendent leurs mains amaigris à travers les grilles qui nous séparent », la faim, les brimades... En avril 1945, emmené comme otage par les SS, il réussit à s'évader et rentre à Aubervilliers le 11 mai 1945. Lorsqu'il franchit la Porte de la Villette et remonte la rue du Vivier (actuelle rue Henri Barbusse) pour retrouver les siens, il a 21 ans et pèse 40 kg !

En 1957, André Karman est élu maire d'Aubervilliers, fonction qu'il occupera jusqu'à sa mort en 1984.



André Karman à la veille de la guerre. Il sera déporté à Dachau en 1944 sous le matricule 73597.

Guérilla urbaine : « faire changer la peur de camp »

La résistance a connu des formes multiples, liées à chacune des phases de la guerre. Mais la lutte armée a mis du temps à prendre une forme organisée.

En 1941, Pierre Georges, alias Fabien, donne le signal en abattant un officier allemand à Paris, au métro Barbès. Il s'agit de faire changer la peur de camp ; plus aucun Allemand ne doit dorénavant se sentir à l'abri. En mars 1942, le Parti communiste crée les FTP (Francs Tireurs et Partisans), pour mieux structurer cette nouvelle étape de la lutte clandestine. A Aubervilliers, les résistants s'entraidissent : le 2 juillet 1942, une permanence du MSR, mouvement collaborateur, est incendiée avenue Saint-Denis ; le 24 septembre un engin à retardement explose au passage d'un détachement allemand ; le 5 octobre une grenade est lancée contre un bus transportant des militaires et blesse l'un d'entre eux. Ces actions de harcèlement se multiplient, notamment sur l'avenue Jean Jaurès, où des détachements allemands subissent régulièrement des grenadages et mitraillages durant les années 1942-1943.

En avril, une attaque plus meurtrière se solda par une vingtaine de morts et de blessés pour l'occupant.

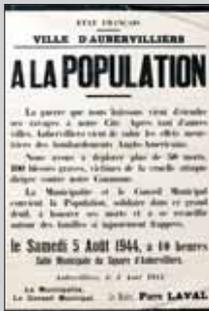
Cette nouvelle guérilla urbaine, qui n'est pas l'apanage des seuls communistes, inflige des pertes importantes aux Allemands, mais également aux hommes de la Résistance : la torture se généralise, la délation se répand, mais les effectifs se reconstituent sans cesse.

En juin 1943, le colonel Fabien, évadé du Fort de Romainville, se réfugie dans le pavillon de la famille Le Bris, 36 rue des Sablons, où il installe son PC (cette rue porte aujourd'hui son nom). C'est de là qu'il va impulser la lutte dans la région parisienne.

Mais le grand problème reste celui des armes. Il faut le plus souvent les récupérer sur l'ennemi. Quant aux gre-

nades, on les fabrique de manière artisanale. Le groupe Manigart réussira à s'en procurer à la poudrerie de Sevran, où des ouvriers les détournent à l'insu des autorités.

Pour les jeunes prêts à en découdre ou se sentant isolés, l'entrée dans un groupe de résistants plutôt qu'un autre est parfois le fruit du hasard. Comme le raconte Maurice Prual dont le père, Pierre, a été fusillé en 1942 au Mont-Valérien : « Avec un copain de quartier, Henri Fath, on a fait la connaissance d'un prof de menuiserie de l'école Paul Doumer, qui s'appelait Louvier. C'est par lui qu'on est rentré au CDLR. Ma première rencontre avec les membres du groupe Manigart s'est déroulée de nuit, rue Albinet. On m'a mis un pistolet sur le ventre en me disant : chez nous on n'aime pas les bavards, on est là pour faire du boulot actif ». C'était clair !



Quinze jours avant l'insurrection, la propagande de Laval tourne toujours à plein régime. Mais il n'y aura pas grand monde à la salle municipale pour aller protester contre « les effets meurtriers des bombardements Anglo-Américains. »



La grande question depuis 1943 : unifier la Résistance

Depuis 1943, la grande question est celle de l'unification des divers mouvements des combattants de l'ombre. Jean Moulin tente de jeter les bases d'un Conseil national de la Résistance ; c'est chose faite le 27 mai, dans un appartement de la rue du Four à Paris. Un mois plus tard il est arrêté à Lyon et torturé à mort par Klaus Barbie.

Sur le terrain, compte tenu de la lutte immédiate et de la répression, la fusion est difficile. En février 1944, les FFI sont chargés de fédérer les mouvements de résistance et ceux d'Ile-de-France passent sous les ordres de Henri Rol-Tanguy. A Aubervilliers, le réseau Manigart rejoint, en mai 1944, le mouvement CDLR (Ceux De La Résis-

tance) et transforme ses propres groupes en unités militaires. Compte tenu de l'importance de ses troupes et de ses contacts, Henri, dit « Papa », se voit confier immédiatement la responsabilité du secteur Seine-Nord des FFI.

La lutte armée s'intensifie : un pylône électrique, qui alimentait les magasins généraux, explose en février ; en juin, deux camions-citernes contenant 6 000 litres d'essence sont détournés et les écluses du canal Saint-Denis sabotées par des explosifs. Le 9 juillet, une centaine d'hommes armés de mitraillettes et de revolvers cambriolent les établissements de charcuterie Dougoud, rue Saint-Denis, et s'emparent de 20 tonnes de marchandises...



La porte de la Chapelle, côté Saint-Denis, dévastée après les bombardements d'avril et août 1944.

Bombardements meurtriers

L'heure de la Libération est proche et les bombardements alliés causent de plus en plus de dégâts aux infrastructures militaires, ferroviaires et industrielles. Malheureusement, de nombreux civils meurent également sous les bombes. Le 4 septembre 1943, les forteresses

volantes américaines pilonnent les pistes du Bourget ; on relève soixante-trois morts à Aubervilliers et la ville de Dugny est détruite à 95 %.

En avril et en août 1944, c'est la gare de La Chapelle qui est visée et largement endommagée : « Le ciel était tout rouge, des parachutes avec des flambeaux illuminaient le ciel, on est vite descendu à la cave », se souvient Fernand, qui vivait alors rue de l'Union. Mais c'est surtout le nord de la ville qui va être touché et notamment la rue Bisson : « J'ai vu arriver les avions », explique ce témoin de l'époque, « une bombe est tombée au n°10, une autre au 12, tuant deux habitants... Un peu plus loin c'était

affreux ; les bombes ont atteint une épicurie où vivait toute une famille ; on a ramassé huit morts dont un gosse de deux ans ».

Certains se souviennent des rails tordus et arrachés, des locomotives calcinées, renversées, d'un gazomètre en feu à La Plaine. D'autres enfin, très jeunes à l'époque, mêlent dans leurs souvenirs, avec une grande émotion, la panique des enfants, les hurlements des sirènes, le grondement sourd des avions... Une fois de plus le tribut est lourd pour les habitants de la ville. Ils ne le savent pas encore, mais le calvaire touche à sa fin. Dans quelques semaines, Aubervilliers sera libérée par les siens...

La torture se généralise, la délation se répand, mais les effectifs se reconstituent sans cesse

Pierre Georges, alias colonel Fabien (1919-1944)

Né en janvier 1919, il commence très tôt sa vie professionnelle en tant qu'apprenti boulanger à Paris puis comme « poseur de rivets » dans les chemins de fer et ajusteur à l'usine Breguet d'Aubervilliers.

En octobre 1936, il part comme volontaire en Espagne dans les Brigades internationales pour combattre les franquistes. Blessé à trois reprises, il rentre en France et devient responsable des Jeunesses communistes.

Arrêté une première fois en décembre 1939 pour « menées anti françaises », il s'évade lors d'un transfert en train et s'engage immédiatement dans la résistance. Chef des « Bataillons de jeunesse » au sein des FTP, il réalise le premier attentat meurtrier contre les troupes d'occupation en abattant un officier allemand le 21 août 1941, au métro Barbès. Arrêté une deuxième fois en novembre 1942, il s'évade à nouveau du Fort de Romainville en mai 1943 et se cache quelque temps à Aubervilliers, rue des Sablons, chez la famille Le Bris.

En août 1944, le colonel Fabien participe à la libération de Paris et réussit à enlever avec ses hommes « la position allemande la plus importante de Paris, le Luxembourg, vaste réseau de bunkers et de fortifications tenus par 600 hommes... qui constituait une base de départ pour les chars lourds » [Charles Tillon - Les FTP]. Il prend ensuite la tête de



Credit photo: Claude Fath.

Ce n'est sans doute pas un hasard si le colonel Fabien s'installe à Aubervilliers.

En effet, quelques années plus tôt, avant de partir combattre en Espagne, il avait travaillé à la Compagnie de production et de recherches aéronautiques (CAPRA).

Selon d'autres sources, il aurait également travaillé à l'entreprise Breguet.

A l'évidence, il connaissait bien la banlieue.



C'est chez M. et Mme Lebris, rue des Sablons, que Fabien avait en 1943 implanté son PC. La rue des Sablons est devenue aujourd'hui rue du Colonel Fabien.

sion Patton, est engagé dans les combats de la campagne d'Alsace. C'est là, à Habsheim, près de Mulhouse, qu'il trouve la mort avec tout son état-major, alors qu'il démontait une mine.

La Libération d'Aubervilliers

Août 1944. La Libération de tout le territoire français approche. Déjà, depuis le 6 juin, les troupes alliées soutenues par les hommes de la résistance progressent au prix de rudes combats vers l'intérieur du pays. Pourtant, le sort de Paris et de sa banlieue se joue entre trois forces aux objectifs différents. D'une part le Général Eisenhower, pour qui la capitale représente un piège, car ses troupes risquent de perdre un temps précieux et de nombreux hommes dans les combats de rues. D'un autre côté, Hitler qui est bien décidé à faire du « Grand Paris » un bastion imprenable, au prix des pires destructions et sévices. Quant à la troisième force, celle qui représente la résistance intérieure, elle est animée par la volonté de participer coûte que coûte à la Libération de son propre pays.

Pour dénouer les fils de cette situation très tendue, les FFI de la région parisienne vont prendre l'initiative.

L'insurrection couve

À Aubervilliers, l'été a déjà été émaillé d'actions de sabotages et de harcèlement sur les troupes allemandes. Un soldat a été abattu le 12 juillet rue Guyard Delalain et le couvre-feu établi pour huit jours de 22 h 30 à 5 heures du matin. Deux jours plus tard, à l'occasion de la Fête nationale et pour répondre à l'appel des FTP, Elisa Lemanach se souvient que « quelques femmes osaient se promener dans les rues de la ville, habillées en bleu blanc rouge. »

Les tracts de rébellion circulent de plus en plus : les affiches de la Résistance fleurissent sur les murs. Depuis le 11 août, les cheminots ont déclenché une grève générale, bientôt suivis par les postiers, les infirmières...

La police s'inquiète de la présence, dans le secteur, de Charles Tillon, ancien député communiste d'Aubervilliers et chef des FTP, et apprend, trop tard, qu'un vaste rassemblement de communistes, d'anarchistes et de gaullistes s'est tenu au Landy, dans le passage de la Justice.

L'insurrection couve !

Premier massacre

Le premier acte, dramatique, se déroule le mardi 15 août, rue des Grandes Murailles, où une embuscade visant à capturer un camion d'armes et de munitions tourne mal. Vraisemblablement dénoncé par un cafetier voisin, un groupe de résistants du réseau Manigart est décimé par les Allemands... René Barth était sur place : « ... Tout le monde devait participer à l'action, mais comme on avait capturé un officier allemand, il fallait quelqu'un pour le garder. Moi ou René Pastor. René voulait absolument y aller ; je suis resté... »

Ce coup du sort va sauver René Barth. Il sera fatal à son copain, qui n'a que 18 ans. « ... Des Feldgendarm patrouillaient. Ils ont remarqué l'attroupement et tiré dans le tas. Notre fusil-mitrailleur s'est enrayé sans pouvoir tirer. Un massacre ! » Près d'une camionnette aux pneus crevés, six cadavres ensanglantés gisent sur le sol. « C'étaient mes compagnons, mes copains, ouvriers comme moi », soupire René Barth. Les corps sont alors chargés sur une charrette tirée par un cheval et spontanément un long cortège funèbre se forme derrière eux. Quatre survivants, capturés, sont fusillés le soir même. On les retrouvera quelques jours plus tard à Garges, entassés dans un trou.



Crédit photo : Eric Carreau

« Nous avons rédigé en hâte des tracts et des affichettes proclamant la Libération... » se souvient Maurice Prual.



Crédit photo : Société d'Histoire

Le jeudi 17 août, l'insurrection commence véritablement et les FFI passent à l'action.



Crédit photo : Société d'Histoire



Crédit photo : Willy Vanquar

René Barth, un des derniers survivants du groupe Henri Manigart.



Crédit photo : Claude Fath

Rackettée par Laval, la maison des syndicats est devenue le centre névralgique de certains services municipaux pendant l'occupation. Un lieu où l'on faisait la queue.



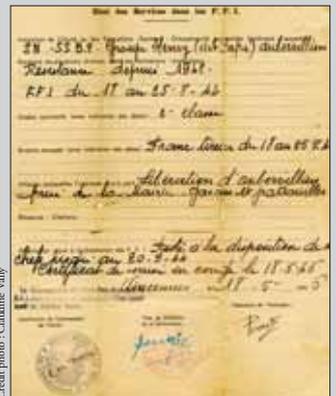
Crédit photo : Claude Fath

Les bureaux de poste sont occupés par des jeunes souvent munis d'un simple brassard FFI. Les armes manquent.



Crédit photo : Miller

« Un des tirs a endommagé l'immeuble au dessus de Boucheron, rue du Moutier... »



Crédit photo : Claudine Vally



Crédit photo : Société d'histoire

Des vigies sont postées avec des sifflets et des trompettes pour annoncer la venue de l'ennemi.



Crédit photo : Miller

Diplôme de combattant FFI remis à Charles Tranchant pour sa participation à l'insurrection.



Crédit photo : Société d'histoire

Des FFI du groupe Henri Manigart dit « Papa » avec dans la première voiture, de gauche à droite, « Bouboule » Gendron, Marcel Serrier, Henri Fath au volant et derrière Marcel Prual.



Crédit photo : Raymond Labois

Le comité local de la Croix-Rouge, dirigé par Raymond Labois que l'on reconnaît au premier rang au centre.



Crédit photo : Chauvine-Vally

Défilé rue du Moutier des FFI. Au centre, assis sur le toit de la traction Citroën, Maurice Poirot.

Le programme du CNR

Il y a soixante ans, le Conseil National de la Résistance (CNR) adoptait à l'unanimité son programme. Publié clandestinement le 15 mars 1944, il appelle à l'union de toutes les forces après la Libération, afin de promouvoir en France, « une véritable démocratie économique et sociale ».

Il insiste sur la « participation des travailleurs à la direction de l'économie » et demande la nationalisation des « grands moyens de production monopolisés », des « sources d'énergies, des richesses du sous-sol » ainsi que « des compagnies d'assurances et des grandes banques... »

Parmi toutes les réformes présentées par le CNR, l'une des plus importantes propose l'instauration « d'un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens, des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État » ; cela concerne l'assurance maladie, l'invalidité, la vieillesse, les accidents du travail, les allocations familiales.

On trouve également dans ce programme « le droit au travail et le droit au repos... un rajustement important des salaires... la garantie du pouvoir d'achat national... une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours... »

Dans un autre registre, le CNR n'oublie pas d'évoquer, pour la défendre, « la liberté de la presse, son honneur, et son indépendance à l'égard de l'État, des puissances d'argent et des influences étrangères ».

Ce programme, en rupture radicale avec la situation qui prévalait avant-guerre, servira de socle à toutes les conquêtes sociales de la Libération : sécurité sociale, retraites généralisées, grands services publics, comités d'entreprises, lois sociales agricoles, droit à la culture pour tous...

Bien que le programme du CNR, lorsqu'il évoque le suffrage universel, ne fasse aucune mention explicite du droit de vote des femmes, celui-ci est toutefois instauré par l'article 17 de l'ordonnance du Comité français de libération nationale du 21 avril 1944.

Le programme du CNR associe donc étroitement dans sa vision de l'avenir, la lutte contre le fascisme, la libération de la France et un idéal de solidarité et de justice.

L'insurrection éclate le 17 août

Le lendemain, 16 août, les policiers, dont les autorités allemandes viennent d'ordonner le désarmement, entrent à leur tour dans la grève. Les coupures d'électricité se multiplient et la plupart des usines sont arrêtées. Les convois militaires commencent à évacuer Paris et des colonnes de véhicules remontent l'avenue Jean-Jaurès en direction du Bourget.

Tout le monde est conscient que les événements se précisent, que les heures qui viennent seront sans doute décisives.

Le jeudi 17 août, l'insurrection commence véritablement et les FFI passent à l'action. Les premiers combats éclatent aux Magasins généraux, un lieu stratégique occupé par les Allemands. C'est en effet là qu'ils entreposent d'importants stocks de marchandises et de matériel militaire. Les combats violents se poursuivent toute la nuit dans l'obscurité complète. Les hommes du groupe Henri, dit « papa », harcèlent les gardes de la Grossmarkterenderei. Malheureusement, les renforts allemands qui arrivent au petit matin vont leur permettre de tenir encore quelques heures.

Pendant ce temps, les hommes s'organisent. En prévision des combats à venir, les équipes de la Croix-Rouge d'Auberges, créées et dirigées depuis 1943 par Raymond Labois, s'installent dans les locaux du commissariat déserté, pour parer au plus pressé, car le service de « police secours » n'est plus assuré. Mais le lieu, trop symbolique, n'est pas sûr, et les sauveteurs émigrent les jours suivants vers le groupe scolaire Paul Doumer (actuels lycée d'Alembert et collège Diderot). Ils le quittent quelques jours plus tard pour l'usine Astra désaffectée, 62 avenue de la République.

Les bureaux de poste sont occupés aux Quatre-Chemins et au centre-ville par des jeunes, munis l'un d'un fusil l'autre d'un vieux revolver, mais la plupart d'un simple brassard FFI... Les armes manquent !

Pourtant, le même jour, l'usine de conserve « La Nationale », située rue Henri Barbusse, à l'emplacement de l'actuel collège Jean Moulin, est investie après des échanges de coups de feu. Les stocks saisis sont immédiatement transportés dans le bâtiment du « Progrès », 13 rue Pasteur (actuelle Bourse du travail). Ainsi, les distributions de vivres permettront de ravitailler la population dans la semaine difficile que s'annonce.

La mairie est prise le 19 août

Mais la grande affaire reste celle de la mairie, symbole durant ces quatre années d'occupation, de l'arbitraire et de la collaboration. Au matin du 19 août, un coup de téléphone du commissaire Nectoux, dont on sait maintenant qu'il était membre des CDLR, annonce que la Préfecture de Police de Paris est aux mains des insurgés. Aussitôt prévenus, les FFI du groupe Henri, emmenés par Manigart lui-même, s'empare de la mairie. Maurice Prual, qui faisait partie de l'expédition avec Gaston Petit, Raymond Dufour, témoigne : « On était une trentaine ; on a mis un pistolet sur le ventre du gardien et on a investi les locaux... C'était une excellente position stratégique, au carrefour des principales avenues : les Allemands du Fort de Saint-Denis devaient passer devant la mairie pour rejoindre la N3, la route de l'Allemagne ; c'était pareil pour ceux qui étaient cantonnés aux Magasins généraux ».

Mais si la prise a été somme toute assez facile, la défense des lieux va s'avérer plus coriace.

Dans l'urgence, on installe une mitrailleuse au premier étage, on dispose des sacs de sable en chicanes sur les trottoirs de la rue du Moutier, de part et d'autre du carrefour, et dans la rue de Paris (aujourd'hui Commune de Paris). A l'intérieur, la salle des mariages est transformée en poste de commandement et les employés évacués à l'école Victor Hugo où ils continuent leurs tâches administratives. Ce sont des heures d'effervescence, d'excitation pour ces jeunes résistants. « Sur les quelques machines à écrire disponibles nous avons rédigé en hâte des tracts et des affichettes proclamant la Libération... », se souvient encore Maurice.

Les militants communistes FTP s'installent pour leur part de l'autre côté de la place, dans les baraquements du « jeu de boules », à l'emplacement du temple protestant d'aujourd'hui.

Dès l'après-midi du 19 août, les Allemands tentent de reprendre la mairie. L'opération, infructueuse, se solde par quatre morts à l'angle de l'avenue Victor Hugo et du passage des Châlets. Le lendemain, un char fait une nouvelle tentative, sans succès. Les Allemands cette fois perdent des hommes, mais les résistants aussi : « Un copain d'école, au coin du passage Saint Christophe, tirait sur les tanks », se souvient M. Millet. « Il s'est fait repérer, la tourelle a pivoté et ils lui ont balancé des obus... Lui est mort et l'un des tirs a endommagé l'immeuble au-dessus de Boucheron, rue du Moutier... »

Sur les barricades

Dans un numéro souvenir daté de 1948, le Journal d'Aubervilliers décrit ainsi les premiers jours de l'insurrection : « Petit à petit, la résistance s'organise dans ses postes de combat, des vigies sont postées avec des sifflets et des trompettes pour annoncer la venue de l'ennemi. Rue du Moutier, rue Charron, rue du Landy, rue Heurtaut, avenue Victor Hugo, partout des tireurs sont à l'affût et tirent sur les boches... Avec dévouement, les femmes soignent les blessés et ramassent les morts... »

Car les forces allemandes, débordées, redoublent de violence. Automitrailleuses et chars tirent aveuglément et mitraillent les façades comme la population. Boulevard Félix Faure, sept personnes sont décimées dont une fillette.

Les équipes de la Croix-Rouge se relaient jour et nuit pour porter secours aux victimes. Une morgue improvisée est installée au gymnase Paul Bert et, dans la chaleur du mois d'août, on enterre les morts, provisoirement sans cercueil. En travers des rues, autour de la mairie, les premières barricades commencent à renforcer les sacs de sable, derrière lesquels s'embusquent les tireurs.

Sur les pavés qui s'accumulent, on entasse les plus gros objets que l'on trouve, de vieux matelas, des voitures retournées...

Les barricades vont très rapidement se révéler utiles car, le mardi 22 août, un char et plusieurs automitrailleuses lancent une nouvelle attaque. Malgré les importants moyens mis en œuvre, c'est encore un échec. Au cours de l'affrontement, certainement le plus violent des dix jours de la Libération, les FFI réussissent, grâce à la mitrailleuse de l'Hôtel de Ville, à tuer cinq ou six Allemands et obligent les véhicules blindés à battre en retraite. Le soir, on relève plusieurs morts chez les résistants, rue de Paris, avenue Victor Hugo et avenue de la République.

Le même jour, trois chars Tigre renforcent la défense allemande aux Magasins généraux ; les soldats menacent de tout faire sauter mais les résistants continuent leur harcèlement.

Le danger est partout

Depuis le 21 août, les journaux de la Résistance paraissent au grand jour. L'Humanité, le Parisien Libéré publient l'appel aux armes du Conseil national de la Résistance (CNR). Un appel largement entendu par les Albertivilliers : « D'heure en heure, le nombre des combattants augmente », constate le journal local, et les accrochages, nombreux, émaillent les journées des 23 au 25 août.

Le 24, les éléments avancés de la Division Leclerc sont à la Porte d'Orléans.

Les convois allemands, qui refluent de la capitale devant l'avancée des troupes alliées, sont attaqués au détour des rues. De nouveaux morts sont à déplorer rue du Goulet, autour de la mairie, à la Porte de la Villette. Aux Quatre-Chemins, un jeune résistant de 15 ans, Jacques Lorenzi, est abattu vraisemblablement par le tir d'un milicien. (Une rue de Dugny, sa ville d'origine porte aujourd'hui son nom).

Le danger est partout. Mme Nelly Thévenet, militante communiste, n'oublie pas que « le curé d'Aubervilliers [l']a tirée en extremis par le bras, rue des Noyers, devant l'école des sœurs, car des collabos installés sur les toits tiraient sur les porteurs de brassard FFI ».

Le 25 août, les Allemands évacuent les Magasins généraux, après avoir posé des mines, mais sans détruire les stocks. Cette retraite n'ira pas



Crédit photo: Millet

Barricade de la rue de Paris, aujourd'hui rue de la Commune de Paris.



Crédit photo: Société d'histoire

Une barricade s'érige à l'angle des rues Sadi Carnot et de la Goutte d'Or (aujourd'hui André Karman).



Crédit photo: Jacques Deguy

Toujours à l'angle des rues Sadi Carnot - de la Goutte d'Or. On prend le temps de poser, pavé à la main, pour le photographe qui immortalisera ces moments où l'histoire chavire.

Sur les pavés qui s'accumulent, on entasse les plus gros objets que l'on trouve, de vieux matelas, des voitures retournées...

loin. Le convoi, formé d'une quarantaine de véhicules, est bloqué côté Saint-Denis, sur l'avenue du Président Wilson. A l'issue des combats, 300 soldats sont faits prisonniers.

Ce jour-là, à 15 h 30, Von Choltitz, qui commande la Wehrmacht à Paris, signe l'acte de capitulation de ses troupes.



Crédit photo: Millet

Toutes les rues donnant sur la mairie furent barricadées.

Lexique

BBC : British Broadcasting Corporation. Radio anglaise qui joua un grand rôle pendant la guerre en passant des messages aux résistants dans l'émission " Les Français parlent aux Français ".

CDLR : Ceux De La Résistance. Organisation qu'Henri Manigart et son groupe devaient rejoindre début 1944.

CLL : Comité local de la Libération. Il comptera 21 organisations pour Aubervilliers.

CNR : Conseil national de la Résistance (voir p.13).

CPL : Comité parisien de Libération.

2e DB : 2e Division blindée débarquée en Normandie et conduite par le général Leclerc. Participe à la libération de Paris et poursuit le combat jusqu'à Berchtesgaden.

FFI : Forces Françaises de l'Intérieur. Rol Tanguy en devient en mai 1944 le chef régional pour Paris et la banlieue.

FTP : Francs Tireurs et Partisans. Groupe d'action armée créé à l'initiative du PCF, dirigé et coordonné par Charles Tillon.

MSR : Mouvement social révolutionnaire. C'est un parti maréchaliste fondé par Eugène Deloncle. Il fournit la plupart des membres de la Légion des volontaires français (LVF) qui combattent sur le front de l'Est.

OCM : Organisation civile et militaire, cette organisation fut présente dans le Comité local de la Résistance.

OS : Organisation Spéciale. Cette structure précéda la création des FTP. Gaston Carré joua un rôle important dans la mise sur pied de cette organisation.

PCF : Parti Communiste Français.

STO : Service du Travail Obligatoire. Institué par Laval en 1943 pour fournir de la main-d'œuvre à l'industrie allemande. Le STO concerna plus d'1,5 million de Français. Beaucoup de jeunes prirent le maquis pour l'éviter.

UFF : Union des Femmes Françaises. Organisation présente dans le Comité local de Libération dont la présidente était Marguerite Lamy (Le Maut).



Crédit photo : Liliane Giner

La 2^e DB emprunte l'avenue Jean Jaurès. Au Bourget, une bataille féroce contre les Allemands stoppera sa progression durant une semaine.



Crédit photo : Liliane Giner

Les Américains passent devant la mairie.



Crédit photo : Société d'histoire

Un peu partout des bals populaires s'improvisent. On n'a pas beaucoup dansé ces quatre dernières années.

Le général de Gaulle, avec à son côté Charles Tillon, quitte la mairie avant d'aller saluer la population rassemblée à cette occasion.



Crédit photo : Archives municipales



Crédit photo : Liliane Giner

Sur un terrain vague, où sera construite plus tard la cité Emile Dubois, plusieurs dizaines de prisonniers allemands sont rassemblés.



Crédit photo : Liliane Giner

Les habitants de la rue Hélène Cochenne se retrouvent aux côtés des combattants de la 2^e DB. On pose sur les chars.

Le général de Gaulle s'adresse aux élus d'Aubervilliers.



Crédit photo : Archives municipales

La Marseillaise, les larmes aux yeux

Alors que des accrochages ont encore lieu dans la ville, les habitants descendent dans les rues et pavosent la ville de drapeaux et de cocardes tricolores.

Elisa Lemanach n'oublie pas ces heures merveilleuses, quand « le fils de mes voisins a pris son accordéon pour jouer la Marseillaise. Il jouait faux mais nous reprenions tous en chœur, les larmes aux yeux... » Un hymne national qui soulève aussi la joie des Espagnols du côté du Landy. « On a chanté la Marseillaise et on a fêté la Libération beaucoup plus que le 8 mai. On avait une grande sensation de liberté », se souviennent Nina et Raymonde Sanchez.

Pour prolonger la fête, le 26 août, un groupe de FFI et d'habitants d'Aubervilliers se rendent sur les Champs Élysées, dans un camion portant un mannequin d'Hitler accroché à une potence.

Mais l'armée allemande est toujours à l'affût : dans la nuit du 26 au 27 août, son aviation bombarde encore Paris et la banlieue, provoquant de gros dégâts rue des Gardinoux et au Magasins généraux. Les incendies ne seront maîtrisés qu'au petit matin. Dans le quartier des Quatre-Chemins, c'est un magasin d'alimentation qui est touché par une bombe à l'angle de la rue Solferino.

La 2^e DB stationne avenue Jean Jaurès

Enfin, le 27 août, les chars de la 2^e DB, placés symboliquement en tête des armées alliées, remontent l'avenue Jean Jaurès depuis la Porte de La Villette, sous les vivats de la foule. C'est la liesse. On vient admirer les héros, les libérateurs. Les cigarettes, les chewing-gums distribués par les militaires français et américains resteront longtemps dans les mémoires des gosses de la ville. Pour Liliane Giner, qui habite le quartier du Montfort, ce jour-là revêt une autre importance. Hissée sur un blindé, le « Cléry », elle croise le regard d'un membre de l'équipage : il deviendra son mari en 1946 !

Un peu plus haut, sur un terrain vague, où sera construite plus tard la cité Emile Dubois, plusieurs dizaines de prisonniers allemands sont encore rassemblés, avant leur démobilisation. Juste à côté, dans un square qui portera son nom, le Général Leclerc installe son PC pour la nuit avant de repartir avec ses hommes vers Le Bourget et Blanc-Mesnil, où d'après combats s'éternisent autour de l'aéroport. L'actuel département de la Seine-Saint-Denis ne sera totalement libéré que le 29 août.

A Aubervilliers, le bilan est lourd. Au total, 60 civils et combattants ont été tués et près d'une centaine d'autres blessés au cours de ces journées insurrectionnelles.

Préparer l'avenir

Pour la plupart des résistants qui ont souffert de la clandestinité, de la pression continue, la Libération représente un moment de bonheur et d'espoir. Pour tous, c'est aussi le temps du deuil, celui d'un parent, d'un copain, d'un camarade qui sont tombés ou ne sont pas revenus des camps. C'est aussi le temps de préparer l'avenir.

D'après les directives du CNR, le conseil municipal provisoire doit associer « les anciens conseillers élus en 1935, qui auraient montré, par leur action patriotique sous l'Occupation, qu'ils étaient dignes de leur mandat et les membres des Comités de Libération et des organisations de résistance... »

A Aubervilliers, 21 groupements, partis ou organisations de résistance, s'emploient à cette tâche. Après de longs débats, M. Lavie, du mouvement Libération-Nord, devient président du Comité local de Libération, le 8 octobre 1944. Mais un mois plus tard, M. Dufour, représentant « Ceux de la Résistance », propose, dans un esprit de conciliation, une nouvelle liste ainsi conçue « M. Tillon, président, M. Ferron, 1^{er} adjoint (tant que M. Tillon sera ministre de l'Air), M. Lavie, 2^e adjoint, M. Dufour, 3^e adjoint, M. Charbonnier (OCM), 4^e adjoint, et Mme Lamy (UFF), 5^e adjoint... Celle-ci est acceptée à l'unanimité.

« A mesure que reflue l'abominable marée, la nation respire avec délice l'air de la victoire et de la liberté »

Le général de Gaulle à Aubervilliers

Mais la guerre n'est pas finie. Elle se poursuit vers l'est du pays où l'Alsace ne sera libérée qu'en novembre. Le colonel Fabien y perdra la vie...

Pourtant, « à mesure que reflue l'abominable marée, la nation respire avec délice l'air de la victoire et de la liberté », écrit le Général de Gaulle. C'est sans doute avec des mots semblables, prononcés depuis le balcon de l'Hôtel de Ville, qu'il s'adresse aux Aubervilliersiens ce 28 janvier 1945, dans un hommage vibrant aux anonymes et aux martyrs de la ville. A ceux qui ont su dire non à l'oppression.

Textes de Patrick Laigre

HISTOIRE ● A l'occasion du 90^e anniversaire du début de la guerre de 14 et de la sortie du livre « Le Chemin des Dames – de l'événement à la mémoire », la ville d'Aubervilliers présente :

« La Grande Guerre et le siècle »

Il y a quatre-vingt dix ans la « Der des Der » battait son plein, fauchant les vies, plantant les piliers du XX^e siècle dans la boue des tranchées.

Pour mieux comprendre la façon dont la Grande Guerre a engendré le Siècle et les événements qui ont conduit à la deuxième guerre mondiale, Nicolas Offenstadt, historien, a contribué à élaborer cette journée qui alternera débats, film, chansons.

Samedi 20 novembre, Espace Renaudie.



Les bouleversements occasionnés par la Grande Guerre sont immenses et touchent à la fois la vie collective et le destin de millions d'individus. Elle laisse ainsi, pour la France, plus d'un million de pupilles de la nation, dont Albert Camus ou Jean-Louis Barrault. L'économie et les comportements changent profondément avec l'inflation tandis que le pacifisme sorti des tranchées joue un rôle déterminant dans la marche à la Seconde Guerre mondiale. La paix imposée à l'Allemagne marque des traces profondes que la droite allemande et les nazis sauront instrumentaliser, ce qui fait dire aux pacifistes des années 30, qu'Hitler est le « fils naturel » de Poincaré. Pour évoquer cette empreinte de la Grande Guerre sur le siècle, le lien qui peut être fait avec la Seconde guerre – certains parlent d'une « guerre de trente ans » - il fallait rassembler des historiens spécialistes de différents domaines qui puissent jeter un regard d'ensemble sur ces enjeux et situer la Grande Guerre dans des évolutions plus larges : c'est ce qui sera fait au cours du débat proposé ce 20 novembre.

L'année 1917 est souvent considérée comme l'année pivot du conflit avec la Révolution russe et l'entrée en guerre des Etats-Unis. En France, le conflit dure depuis plus de deux ans et demi, lorsqu'est lancée la fameuse offensive du 16 avril 1917 au Chemin des Dames. Le plan grandiose du général Nivelle ne vise rien moins qu'à terminer la guerre en perçant le front à cet endroit. Malgré certaines réticences civiles et militaires, qui ne peuvent être rendues publiques, Nivelle est alors porteur des espoirs de toute la nation, à l'avant comme à l'arrière.

Près d'un million d'hommes sont rassemblés pour cette immense opération qui se transforme, dès les premières heures, en un épouvantable



calvaire pour les soldats, confrontés à des positions allemandes en contre-haut, bien organisées dans un dédale de galeries et de cavernes, insuffisamment détruites par l'artillerie : plus de 100 000 hommes sont hors de combat en quinze jours... Les assauts dans la boue et la neige, face à des pentes imprenables, transforment l'espoir en boucherie

L'importance de la bataille est considérable par les choix militaires qu'elle entraîne (la fin des grandes offensives), les mutineries qu'elle provoque et, au-delà, par son rôle dans la construction du mythe Pétain. Le général Pétain apparaît en effet

comme le « sauveur » qui redresse les erreurs de Nivelle, qu'il remplace à la mi-mai. Le Pétain de 1917, en gérant la crise des mutineries et en permettant une avancée lors d'une nouvelle offensive lancée en octobre sur le Chemin des Dames, se forge ainsi une image décisive pour comprendre sa prise de pouvoir en 1940. Tout ces enjeux et d'autres font l'objet de l'ouvrage collectif dirigé par Nicolas Offenstadt, qui sera présenté par les auteurs pendant cette journée *Le Chemin des Dames, de l'événement à la mémoire* (Stock).

Nicolas Offenstadt

Programme



● « LA GRANDE GUERRE ET LE SIECLE »

samedi 20 novembre 2004
Espace Renaudie

30 rue Lopez et Jules Martin
Métro : Fort d'Aubervilliers (ligne 7)

● 16 heures

Présentation par Nicolas Offenstadt du livre publié sous sa direction : « Le Chemin des Dames – de l'événement à la mémoire » (Stock, 2004)

● 17h00

Débat : « La Grande Guerre et le siècle »
Historiens invités :
- Nicolas Offenstadt, maître de conférences à l'Université Paris I,
- Danielle Tartakowsky, professeur à l'Université Paris VIII,
- Gérard Noiriell, directeur d'études, EHES,
- Jean-Louis Robert, professeur à l'Université Paris I,
- Philippe Olivera, historien-enseignant,
- Olaf Müller, chercheur à l'université de Jéna.

Présentation de l'exposition réalisée par le service des Archives et la Société d'Histoire d'Aubervilliers : « Aubervilliers au temps de la grande guerre (1914-1918) »
Chansons de la Grande Guerre par Chantal Pataut Buffet.

● 20 h 30

Projection du documentaire d'Alain Moreau et Patrick Cabouat « Fusillés pour l'exemple » suivi d'un débat avec les réalisateurs et les historiens, animé par Nicolas Offenstadt

Information et réservation :
01.48.39.52.46

EXPOSITION

« Aubervilliers au temps de la Grande guerre (1914-1918) »

Du vendredi 29 octobre au vendredi 19 novembre
hall de l'Hôtel de Ville (entrée place piétonne)
2 rue de la Commune de Paris, 93300 Aubervilliers
Vernissage mardi 9 novembre 2004 à 18 heures

